

# VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME!

## Rapport politique du C. C. au XV<sup>e</sup> congrès du P. C. (b) de l'U.R.S.S. A. Rapport (3 décembre 1927) Staline

### I - Crise grandissante du capitalisme mondial et situation extérieure de l'U.R.S.S.

Camarades, notre pays vit et se développe entouré des puissances capitalistes. Sa situation internationale dépend non seulement de ses forces intérieures, mais aussi de l'état des puissances capitalistes qui l'encerclent, de la situation des pays capitalistes, de leur force et de leur faiblesse, de la force et de la faiblesse des classes opprimées dans le monde entier, de la force et de la faiblesse du mouvement révolutionnaire de ces classes.

Sans parler du fait que notre révolution fait partie du mouvement révolutionnaire international des classes opprimées. Voilà pourquoi je pense que le rapport du C.C. doit esquisser tout d'abord la situation internationale de notre pays, la situation des pays capitalistes et l'état du mouvement révolutionnaire dans tous les pays.

#### I. Etat économique du capitalisme mondial et aggravation de la lutte pour les marchés extérieurs

a) La question qui se pose en premier lieu est l'état de la production et du commerce dans les plus grands pays capitalistes.

Dans ce domaine, le fait essentiel c'est que la *production* des

puissances capitalistes a, durant ces deux dernières années, dépassé le niveau d'avant-guerre. Quelques chiffres : l'index de la production mondiale de la *fonte*, qui, en 1925, atteignait 97,6 % de la production d'avant-guerre, a passé à 100,5 % en 1926. Nous n'avons pas encore de chiffres complets pour 1927, mais les données du premier semestre indiquent une augmentation ultérieure de la production de la fonte.

Pour *l'acier*, l'index comparatif avec la production d'avant-guerre montre que la production mondiale a été de 118,5 % en 1925 et de 122,6 % en 1926. De même pour le *charbon*, l'index de la production mondiale a été de 97,9 % en 1925 et de 96,8 % en 1926, en regard des chiffres d'avant-guerre. La baisse en 1926 est due probablement à la grève des mineurs britanniques. En 1925-26, la consommation mondiale du *coton* a atteint 108,3 % de celle d'avant-guerre et, en 1926-27, 112,5 %. La récolte mondiale des céréales a atteint en 1925, 107,2 % de celle d'avant-guerre, en 1926, 110,5 % et 112,3 % en 1927.

C'est ainsi que lentement l'index général de la production mondiale progresse et dépasse le niveau d'avant-guerre.

Il y a, par contre, des pays capitalistes qui avancent, non à petits pas, mais par bonds, et laissent bien loin derrière eux le niveau d'avant-guerre ; ce sont, par exemple : les Etats-Unis et, en partie, le Japon. Aux Etats-Unis, la production des industries de transformation atteint, en 1925, 148 % et, en 1926, 152 % de la production d'avant-guerre. Pour l'industrie d'extraction les proportions sont de 143 % en 1925 et de 154 % en 1926.

*Accroissement du commerce mondial.* — Le commerce mondial se développe moins rapidement que la production. Il marque en général quelque retard sur celle-ci, mais il approche déjà lui aussi de *la norme d'avant-guerre*. Dans le monde entier les échanges internationaux atteignent en 1925 98,1 % et en 1926, 97,1 % de ceux

d'avant-guerre. Pour les Etats-Unis d'Amérique, 134,3 % en 1925 et 143 % en 1926 ; pour la France, 98,2 % et 99,2 % ; pour l'Allemagne, 74,8 % et 73,6 % ; pour le Japon 176,9 % et 170,1 %.

En général, le commerce mondial a retrouvé son niveau d'avant-guerre.

Dans certains pays, aux Etats-Unis et au Japon, il l'a dépassé.

Enfin, notons la troisième catégorie de faits qui montrent les progrès techniques : la rationalisation de l'industrie, le renforcement de la trustification et la cartellisation de l'industrie à l'échelle internationale.

Je pense que ces faits sont connus de tous. Je ne m'y attarderai donc pas. Disons seulement que le Capital a enregistré des progrès, non seulement dans les chiffres de la production et du commerce, mais aussi dans l'amélioration de la technique de la production, dans les progrès techniques, dans la rationalisation de la production, et ajoutons que tout cela a contribué à renforcer les trusts les plus puissants et à créer de nouveaux cartels monopolisateurs puissants.

Tels sont les faits qu'il faut noter et qui doivent nous servir de point de départ.

Cela signifie-t-il que la stabilisation du capitalisme soit devenue solide ? Certes, non ! Le rapport fait au XIV<sup>e</sup> congrès prévoyait que le capitalisme peut atteindre la norme d'avant-guerre, la dépasser même, et rationaliser sa production sans que cela signifie, et soit même loin de signifier, que la stabilisation du capitalisme s'est affermie et que le capitalisme a retrouvé sa stabilité d'avant-guerre.

Au contraire, le fait même de l'accroissement de la production et du commerce, du développement du progrès technique et de l'augmentation des possibilités de la production, alors que le marché mondial, les limites de ce marché et les sphères d'influence des divers groupes impérialistes restent plus ou moins stables, ce fait

précisément fait naître la plus profonde et la plus grave crise du capitalisme mondial, crise qui fait prévoir de nouvelles guerres et menace toute stabilisation.

La stabilisation partielle cause l'accroissement de la crise du capitalisme et la crise grandissante désagrège la stabilisation : telle est la dialectique du développement du capitalisme dans la phase historique actuelle.

b) Ce qui caractérise surtout l'accroissement de la production et du commerce capitaliste mondial, c'est qu'il se poursuit d'une façon *inégal*e: les États capitalistes n'avancent pas les uns derrière les autres à pas réguliers, sans se gêner ni se bousculer. Au contraire, ils s'évincent mutuellement.

C'est le déclin de certains pays, c'est l'essor d'autres pays, c'est la lutte à mort entre les continents et les puissances pour assurer leur prépondérance sur le marché.

Le centre économique se déplace d'Europe en Amérique, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Ainsi l'importance de l'Amérique et de l'Asie dans les échanges mondiaux augmente au détriment de celle de l'Europe. Voici quelques chiffres : en 1913, la part de l'Europe dans les échanges extérieurs mondiaux était de 58,5 %, celle de l'Amérique de 21,2 % et celle de l'Asie de 12,3 %. En 1925, la part de l'Europe n'est plus que de 50 %, celle de l'Amérique de 26,6 % et celle de l'Asie de 16 %. Parallèlement aux pays où le capitalisme progresse rapidement (États-Unis d'Amérique et en partie Japon) il existe des pays de déclin économique (Angleterre).

A côté du développement de l'Allemagne capitaliste et de l'essor pris par certains pays ces dernières années (Canada, Australie, Argentine, Chine, Indes), il y en a d'autres où le capitalisme est en train de se stabiliser (France, Italie). Le nombre des pays qui veulent s'assurer un marché extérieur s'accroît, ainsi que les possibilités de

production et l'offre des marchandises, tandis que la capacité d'absorption des marchés et les limites des sphères d'influence restent plus ou moins stationnaires.

Telle est la base des contradictions grandissantes au sein du capitalisme contemporain.

c) Cette contradiction, entre l'accroissement des possibilités de production et la stabilité relative des marchés, fait actuellement du problème des marchés le problème fondamental du capitalisme. L'aggravation du problème des marchés en général et du problème des marchés extérieurs en particulier, l'aggravation du problème des marchés pour l'exportation des capitaux caractérise l'état actuel du capitalisme. C'est ce qui explique pourquoi les fabriques et les usines ne travaillent habituellement pas à plein rendement. Le renforcement des barrières douanières ne fait qu'aggraver encore la situation.

Le capitalisme se sent à l'étroit dans le cadre des marchés et des sphères d'influence actuels. Les tentatives de résoudre pacifiquement le problème des marchés n'ont pas donné et n'ont pu donner de résultats. La fameuse déclaration des banquiers, faite en 1926, au sujet de la liberté du commerce aboutit, comme on le sait, à un échec.

La conférence économique de la Société des nations de 1927, qui devait « unifier les intérêts économiques » des pays capitalistes, échoua également. Le capitalisme ne peut résoudre pacifiquement le problème des marchés. Il ne lui reste qu'une *seule* « issue » : à *nouveau* répartir les colonies et les sphères d'influence au moyen de la force, au moyen de conflits sanglants et de nouvelles guerres impérialistes.

La stabilisation aboutit à l'accentuation de la crise du capitalisme.

## 2. Politique internationale du capitalisme et préparation de nouvelles guerres impérialistes

a) La question d'un nouveau partage du monde et des sphères d'influence qui sont la base des marchés extérieurs est donc actuellement la question fondamentale dans la politique du capitalisme mondial. J'ai déjà dit que la répartition actuelle des colonies et des sphères d'influence, effectuée à la suite de la dernière guerre impérialiste, est déjà surannée.

Elle ne satisfait plus ni l'Amérique du Nord, qui non contente de l'Amérique du Sud cherche à pénétrer en Asie (surtout en Chine); ni l'Angleterre qui voit ses Dominions lui échapper en même temps que les principaux marchés d'Orient ; ni le Japon qui se sent « gêné » en Chine par l'Angleterre et par l'Amérique ; ni l'Italie, ni la France qui ont d'innombrables « objets de litige » dans les contrées danubiennes et dans la Méditerranée ; ni, moins encore, l'Allemagne qui, en attendant, reste privée de colonies.

De là ce désir « général » de répartir encore une fois les marchés et les sources de matières premières. Inutile de démontrer que les marchés d'Asie et les moyens de communication avec ces derniers sont la principale arène de lutte.

De cela résultent de nouveaux problèmes centraux qui sont le foyer de nouveaux conflits. Ainsi se posent le problème du Pacifique (antagonisme entre les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et l'Angleterre) pour dominer l'Asie, et les moyens de communication avec elle ; le problème de la Méditerranée (antagonisme entre l'Angleterre, la France et l'Italie) qui engendre la lutte pour la domination sur le littoral de la Méditerranée et la possession des voies de communication les plus directes avec l'Orient ; ainsi s'aggrave le problème du pétrole (antagonisme entre l'Angleterre et l'Amérique), car on ne peut faire la guerre sans posséder du pétrole et celui qui a le plus de pétrole a le plus de chances d'être victorieux

dans la guerre prochaine.

Récemment la presse anglaise publia le « dernier » plan préconisé par Chamberlain pour « régler » le problème de la Méditerranée. Je ne puis garantir l'authenticité de ce plan, mais sa publication est certainement symptomatique. Dans ce plan, le « mandat » sur la Syrie détenu par la France passe à l'Italie ; la ville de Tanger est remise à la France moyennant une compensation financière à l'Espagne ; le Cameroun retourne à l'Allemagne ; l'Italie s'engage à mettre fin à ses intrigues dans les Balkans, etc.

Et tout cela se passe sous le drapeau de la lutte contre les Soviets. On sait qu'en général on ne commet ces derniers temps aucune ignominie sans y mêler les Soviets. Quel est le véritable sens de ce plan ? Ce plan a pour but d'évincer la bourgeoisie française de la Syrie.

Depuis longtemps la Syrie est la porte vers l'Orient, vers la Mésopotamie, vers l'Egypte, etc. Avec la Syrie, on peut menacer l'Angleterre dans la région du canal de Suez et de la Mésopotamie. Chamberlain veut probablement mettre fin à cette situation gênante. Inutile de dire que la publication de ce plan dans la presse n'est certainement pas due au hasard. La valeur de ce fait c'est qu'il donne une idée des conflits et des menaces de guerre qui doivent résulter des rapports actuels entre les « grandes puissances ».

Quant au problème du pétrole et à la lutte qu'il suscite actuellement, il ressort assez bien de ce qu'écrivit à ce sujet la revue américaine bien connue *World's York* :

Un danger très réel menace la paix et l'entente entre les nations anglo-saxonnes. Inévitablement le ministre soutiendra toujours plus les hommes d'affaires américains au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir. Si le gouvernement britannique continue à s'identifier avec l'industrie *pétrolière* britannique, le gouvernement

américain s'identifiera tôt ou tard avec l'industrie *pétrolière* américaine. La lutte ne peut passer dans la sphère des gouvernements sans qu'augmente considérablement *le danger de guerre*.

Aucun doute n'est possible : il s'agit de créer de nouvelles coalitions de puissances afin de préparer de nouvelles guerres pour les marchés extérieurs, pour les sources des matières premières, pour les voies de communication avec ces marchés.

b) A-t-on cherché à « régler d'une façon pacifique » les conflits de guerre qui surgissent dans cette dernière période ? Oui, et plus qu'on aurait pu le supposer. Mais ces tentatives n'ont abouti à rien, à rien du tout. Au contraire, elles n'ont servi qu'à masquer les préparatifs des « puissances » pour de nouvelles guerres afin de tromper les ouvriers et les paysans.

Considérons la Société des nations qui, selon la presse bourgeoise hypocrite et la presse social-démocrate non moins menteuse, est un instrument de paix. A quoi conduisent tous ses bavardages sur la paix, le désarmement, la réduction des armements ? Ils n'ont rien de bon, sinon de tromper les masses, d'augmenter les armements, d'aggraver à nouveau les conflits. Est-ce qu'on peut considérer comme un hasard le fait que depuis trois ans déjà la Société des nations bavarde sur la paix et le désarmement ?

Depuis trois ans la II<sup>e</sup> Internationale l'encourage à bavarder, et pendant ce temps les « nations » continuent à s'armer, en ajoutant de nouveaux conflits à ceux qui déjà divisaient les nations, compromettant ainsi l'œuvre de paix.

L'échec de la conférence entre l'Angleterre, l'Amérique et le Japon, pour réduire les armements maritimes, ne témoigne-t-il pas que le problème de l'océan Pacifique est une source de nouvelles guerres impérialistes, et que les « puissances » ne veulent ni désarmer ni



réduire leurs armements ? Qu'a fait la Société des nations pour prévenir ces dangers ?

Voyons, à titre d'exemple, les interventions récentes de la délégation soviétique à Genève sur la question du désarmement réel (et non de forme). Comment expliquer que la déclaration claire et honnête du camarade Litvinov sur le désarmement complet a eu pour effet de paralyser la S.D.N. et a été « tout à fait inattendue » pour cette dernière ?

Cela ne montre-t-il pas que la Société des nations est non un instrument de paix et de désarmement, mais un instrument destiné à masquer les nouveaux armements et à préparer de nouvelles guerres ?

La presse bourgeoise corrompue de tous les pays, du Japon et d'Angleterre, de France et d'Amérique, clame à tue-tête que les propositions de désarmement faites par les Soviets ne sont pas « sincères ». Pourquoi donc ne pas chercher à vérifier la sincérité de ces propositions en procédant aussitôt au désarmement ou en commençant au moins par réduire sérieusement les armements ?

Envisageons encore le système des « traités » d'amitié conclus entre certains Etats capitalistes : le traité conclu entre la France et la Yougoslavie ; celui conclu entre l'Italie et l'Albanie ; le « traité d'amitié » préparé par Pilsudski, à conclure entre la Pologne et la Lithuanie ; « le système de Locarno » ; « l'esprit de Locarno », etc. N'est-ce pas là un système de préparation à de nouvelles guerres et de répartition des forces pour de nouveaux conflits sanglants ?

Prenons par exemple les faits suivants : les effectifs des *armées* de France, d'Angleterre, d'Italie, des Etats-Unis d'Amérique et du Japon qui, en 1913, se chiffraient à 1.888.000 ont passé à 2.262.000 en 1927. Pour la même période, les *budgets de guerre* qui étaient pour les mêmes pays de 2.345.000.000 de roubles or ont passé à

3.948.000.000 ; le nombre *d'avions en service* de ces cinq puissances était de 2.655 en 1923, il est de 4.340 en 1927 ; le tonnage des *croiseurs* qui était de 724.000 tonnes en 1922 s'est accru jusqu'à 864.000 tonnes en 1926. En ce qui concerne la *guerre chimique* le général Friess, chef du service de chimie de guerre des Etats-Unis, déclare :

Une seule bombe de 450 kilos chargée de lévisite peut rendre inhabitables dix quartiers de New-York, et 100 tonnes de lévisite lancées de 50 avions peuvent rendre toute la ville de New-York inhabitable pour une semaine au moins.

Que montrent ces faits si ce n'est qu'on prépare très activement de nouvelles guerres ?

Voilà les résultats de la « politique pacifique » et de la politique de « désarmement » des Etats bourgeois en général, de la Société des nations et de la complaisance des social-démocrates envers le Capital en particulier.

Auparavant, on justifiait l'augmentation des armements par le fait que l'Allemagne était armée jusqu'aux dents. Cette « justification » ne tient plus. N'est-il pas clair que l'accroissement d'armements est dicté par l'inévitabilité de nouvelles guerres impérialistes entre les « puissances » et que l'« esprit de guerre » est l'essence même de l'« esprit de Locarno » ?

Les « relations pacifiques » actuelles peuvent être comparées à une chemise usée toute rapiécée, composée de différentes pièces reliées entre elles par un fil mince. Il suffit de tirer plus ou moins fortement ce fil, de le rompre à un endroit quelconque, pour que la chemise tombe en pièces et qu'il n'en reste plus que des lambeaux.

Il suffit d'ébranler quelque peu les « rapports pacifiques », quelque part, en Albanie ou en Lithuanie, en Chine ou en Afrique du Nord,

pour que tout « l'édifice des rapports pacifiques » s'écroule. Il en fut ainsi avant la dernière guerre impérialiste quand l'assassinat de Sarajevo déclencha la guerre. Il en est de même maintenant.

C'est de la stabilisation que résulteront inévitablement les nouvelles guerres impérialistes.

### 3. Etat du mouvement révolutionnaire et présages d'un nouvel élan révolutionnaire

a) Pour faire la guerre il ne suffit pas d'accroître les armements ni d'organiser de nouvelles coalitions. Il faut encore renforcer l'arrière des pays capitalistes. Aucun pays capitaliste ne peut se lancer dans une guerre d'envergure sans avoir préalablement assuré ses arrières, sans avoir maté « ses » ouvriers, « ses » colonies. Ainsi s'explique la fascisation graduelle de la politique des gouvernements bourgeois.

Ce n'est pas par hasard qu'en France le bloc de droite est actuellement au pouvoir ; en Angleterre, le bloc Hicks-Déterding-Urquhart ; en Allemagne, le bloc bourgeois ; au Japon, le parti militaire ; en Italie et en Pologne, des gouvernements fascistes. Tout cela n'est pas fortuit.

Ainsi s'explique aussi la pression exercée sur la classe ouvrière : la loi syndicale en Angleterre, la loi de « la nation armée » en France, l'abolition de la journée de 8 heures dans plusieurs pays, l'offensive générale de la bourgeoisie contre le prolétariat.

C'est encore ainsi que s'explique la pression sur les colonies et sur les pays dépendants, l'augmentation des effectifs des troupes impérialistes dans ces pays, dont le nombre atteint actuellement 1 million, soit 700.000 dans les « possessions » et dans les « sphères d'influence » de l'Empire britannique.

b) Il est facile de comprendre que cette pression féroce exercée par

les gouvernements fascistes ne peut rester sans riposte de la part des peuples opprimés des colonies et de la classe ouvrière des métropoles. Des faits comme le développement du mouvement révolutionnaire en Chine, en Indonésie, aux Indes, etc., doivent avoir une influence décisive sur le sort de l'impérialisme mondial. Jugez-en vous-mêmes.

Sur les 1.905.000.000 d'habitants du *monde entier*, 1.134.000.000 vivent dans les colonies et les semi-colonies, 143.000.000 vivent en U.R.S.S., 264 millions dans des pays indépendants, mais ne possédant pas de colonies, et 363 millions seulement dans les grands pays capitalistes qui oppriment les colonies et les semi-colonies. Evidemment, le réveil révolutionnaire des pays coloniaux présage la fin de l'impérialisme mondial.

Le fait que la révolution chinoise n'a pas abouti à une victoire décisive sur l'impérialisme ne peut avoir d'importance décisive pour les perspectives de la révolution. Généralement, les grandes révolutions populaires ne remportent pas la victoire décisive du premier coup. Elles grandissent, se renforcent dans un mouvement de flux et de reflux.

Il en fut ainsi partout, même en Russie. Il en sera de même en Chine, le résultat le plus important de la révolution chinoise, c'est d'avoir sorti de leur engourdissement séculaire et mis en mouvement des centaines de millions d'exploités et d'opprimés ; d'avoir révélé clairement le caractère contre-révolutionnaire des cliques militaristes ; d'avoir arraché le masque du Kuomintang qui est apparu comme un suppôt de la contre-révolution ; d'avoir consolidé l'autorité du Parti communiste parmi les masses populaires ; d'avoir élevé le mouvement jusqu'à un stade supérieur, stade d'organisation des Soviets, et d'avoir réveillé de nouveaux espoirs parmi des millions d'opprimés, des Indes, d'Indonésie, etc.

Il faut être aveugle ou pusillanime pour douter que les ouvriers et les

paysans chinois marchent vers un nouvel élan révolutionnaire.

Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière d'Europe présente aussi des signes manifestes de radicalisation des masses ouvrières et de fermentation révolutionnaire.

Des faits comme la grève générale et la grève des mineurs britanniques; l'action révolutionnaire des ouvriers à Vienne ; les manifestations révolutionnaires en France et en Allemagne à l'occasion de l'exécution de Sacco et Vanzetti ; les succès électoraux des partis communistes allemands et polonais; la différenciation du mouvement ouvrier en Angleterre, les ouvriers s'orientant de plus en plus à gauche et les leaders à droite vers le social-impérialisme; la dégénérescence de la II<sup>e</sup> Internationale devenue un appendice de la Société des nations impérialiste; l'autorité faiblissante des partis social-démocrates parmi les larges masses ouvrières; l'accroissement universel de l'influence et de l'autorité de l'Internationale communiste et de ses sections parmi les prolétaires de tous les pays; l'autorité accrue de l'U.R.S.S. parmi les classes opprimées du monde entier ; le « congrès des Amis de l'U.R.S.S. », etc., tous ces faits prouvent éloquemment que l'Europe entre dans une nouvelle phase de l'essor révolutionnaire.

Si l'assassinat de Sacco et Vanzetti a pu être la cause d'une telle effervescence dans toute la classe ouvrière, cela montre avec évidence qu'au sein de celle-ci s'est accumulée une énergie révolutionnaire qui cherchera une occasion, parfois insignifiante, pour se donner libre cours et attaquer le régime capitaliste.

Nous vivons à la veille d'un nouvel essor révolutionnaire dans les colonies aussi bien que dans les métropoles.

C'est de la stabilisation capitaliste que sort et grandit le nouvel élan révolutionnaire.

#### 4. **Le monde capitaliste et l'U.R.S.S.**

a) Nous avons ainsi tous les symptômes d'une crise profonde et de l'instabilité croissante du capitalisme mondial.

Si la crise *temporaire* de 1920-21, le chaos et les perturbations qui l'ont suivie au sein des pays capitalistes, la rupture des liens entre les divers pays capitalistes peuvent être considérés comme liquidés faisant place à la période de la stabilisation partielle, la crise *fondamentale* du capitalisme, qui surgit à la suite de la victoire de la révolution d'Octobre et du fait que l'U.R.S.S. ne fait plus partie du système capitaliste mondial, est loin d'être liquidée.

Au contraire, elle s'aggrave de plus en plus, ébranlant les bases mêmes de l'existence du capitalisme mondial. La stabilisation n'a pas entravé le développement de cette crise fondamentale, bien au contraire, elle a créé des conditions favorables à son développement.

La lutte croissante pour les marchés, la nécessité d'un nouveau partage du monde et des sphères d'influence, la faillite du pacifisme bourgeois et de la Société des nations, la préparation fiévreuse de nouvelles coalitions et la répartition des forces en vue de nouvelles guerres, la course enragée aux armements, la pression féroce exercée sur la classe ouvrière et sur les pays coloniaux, le développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et en Europe, l'autorité grandissante de l'Internationale communiste dans le monde entier, enfin la puissance et l'autorité accrues de l'Union soviétique parmi les ouvriers d'Europe et les masses laborieuses des colonies, tous ces faits ébranlent les bases même du capitalisme mondial.

La stabilisation capitaliste est de plus en plus pourrie et précaire.

Si l'on pouvait et devait parler, il y a deux ans, du reflux de la vague révolutionnaire en Europe, aujourd'hui nous avons tout lieu

d'affirmer que *l'Europe entre manifestement dans une nouvelle phase révolutionnaire*, sans parler des pays coloniaux où la situation des puissances impérialistes est toujours plus catastrophique.

b) Les espoirs des capitalistes qui tentent de dompter l'U.R.S.S., de la transformer en un Etat capitaliste et de diminuer son autorité dans la classe ouvrière d'Europe et chez les masses laborieuses des colonies, se sont écroulés.

L'U.R.S.S. grandit et se développe précisément en tant que pays édifiant le socialisme. Son influence parmi les ouvriers et les paysans du monde entier augmente et se raffermi toujours davantage. L'existence même de l'U.R.S.S., en tant que pays édifiant le socialisme, est un des facteurs les plus sérieux de désagrégation de l'impérialisme mondial, dont elle sape la stabilité tant en Europe que dans les colonies.

L'U.R.S.S. devient d'une façon manifeste l'emblème de la classe ouvrière d'Europe et des colonies.

C'est pourquoi, pour ouvrir la voie aux futures guerres impérialistes, pour mater véritablement « sa » classe ouvrière et « ses colonies », pour consolider l'arrière capitaliste, il faut avant tout venir à bout de l'U.R.S.S., foyer de la révolution et l'un des plus grands débouchés des pays capitalistes.

C'est la raison des désirs pressants d'intervention chez les impérialistes, de la politique d'isolement envers l'U.R.S.S., de la politique d'encerclement, de la politique qui favorise les conditions pour une guerre contre l'U.R.S.S.

Le renforcement des tendances interventionnistes dans le camp des impérialistes et le danger de guerre (à l'égard de l'U.R.S.S.) sont un des faits fondamentaux de la situation actuelle.

La bourgeoisie anglaise est la plus menacée. C'est elle qui a le plus souffert de la crise actuelle qui va s'accroissant, et c'est pourquoi elle a pris l'initiative de développer les tendances interventionnistes.

Il est clair que l'aide des ouvriers de l'U.R.S.S. aux mineurs anglais et la sympathie que témoigne la classe ouvrière de l'U.R.S.S. au mouvement révolutionnaire de Chine ont exaspéré davantage encore la bourgeoisie anglaise. C'est là précisément ce qui détermina la rupture de l'Angleterre avec l'U.R.S.S. et ce qui aggrava les rapports avec plusieurs autres Etats.

c) La lutte entre les deux tendances qui apparaissent dans les relations entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S., d'une part, tendance à l'agression militaire (en Angleterre avant tout) et d'autre part, tendance au maintien des rapports pacifiques (dans plusieurs autres pays capitalistes) est le fait essentiel dans nos relations extérieures pour l'instant.

Les faits montrant la tendance aux rapports pacifiques dans la période écoulée depuis le XIV<sup>e</sup> congrès sont : le traité de neutralité conclu avec la Turquie, le traité de garantie avec l'Allemagne, l'accord douanier avec la Grèce, l'accord avec l'Allemagne au sujet des crédits, la reconnaissance de l'U.R.S.S. par l'Uruguay, le pacte de garantie conclu avec l'Afghanistan, le traité de garantie avec la Lithuanie, la signature du traité de garantie avec la Lettonie, l'accord commercial avec la Turquie, le règlement du conflit avec la Suisse, le traité de neutralité avec la Perse, l'amélioration des rapports avec le Japon, le resserrement des liens économiques avec l'Amérique et l'Italie.

Les faits montrant la tendance de l'agression militaire pour cette même période sont : la note britannique au sujet des secours en argent aux mineurs anglais en grève, l'attaque de l'ambassade soviétique à Pékin, à Tiansi, à Changhaï, le cambriolage de l'*Arcos*, la rupture des relations entre l'Angleterre et l'U.R.S.S., l'assassinat



de Voïkov, les actes terroristes en U.R.S.S. de mercenaires soudoyés par l'Angleterre, la situation aggravée des relations avec la France à propos du rappel de Rakovski.

S'il était possible de parler, il y a deux ans, d'un certain équilibre et de « coexistence pacifique » de l'U.R.S.S. avec les pays capitalistes, actuellement nous avons toutes raisons d'affirmer que *la période de « coexistence pacifique » touche à sa fin* et fait place à une période d'attaques impérialistes, à une période de préparation à l'intervention contre l'U.R.S.S.

Les tentatives de l'Angleterre de créer un front unique contre l'U.R.S.S. n'ont pas encore été couronnées de succès. Les causes de cet insuccès sont : les antagonismes dans le camp des impérialistes, les avantages pour quelques pays capitalistes de maintenir les relations économiques avec l'U.R.S.S., la politique pacifique de l'U.R.S.S., la résistance de la classe ouvrière d'Europe, la crainte des impérialistes qu'une révolution n'éclate chez eux en cas de guerre contre l'U.R.S.S. Mais cela ne signifie pas encore que l'Angleterre abandonnera ses tentatives d'organiser le front unique contre l'U.R.S.S. et ne réussira pas à organiser ce front unique.

La menace de guerre demeure, malgré les insuccès temporaires de l'Angleterre.

De tout cela résulte pour nous la tâche de tenir compte des contradictions dans le camp des impérialistes, de faire reculer la guerre par certaines concessions aux capitalistes et de prendre toutes mesures pour maintenir des rapports pacifiques.

Nous ne pouvons oublier les paroles de Lénine disant que notre œuvre d'édification dépend grandement du fait que nous réussirons à retarder la guerre avec le monde capitaliste, guerre inévitable, mais que nous pouvons retarder, soit jusqu'au moment où la révolution prolétarienne sera mûre en Europe, soit jusqu'au moment où les

révolutions coloniales seront prêtes à éclater, soit encore jusqu'au moment où les capitalistes commenceront à se battre entre eux pour le partage des colonies. En conséquence, le maintien des relations pacifiques avec les pays capitalistes reste pour nous une tâche obligatoire.

Nos rapports avec les pays capitalistes sont basés sur la possibilité de la coexistence de deux systèmes opposés. La pratique a entièrement justifié cette manière. La question des dettes et des crédits est parfois une pierre d'achoppement. Notre politique est tout à fait claire dans cette question.

Elle se résume par la formule: donnant, donnant. Si l'on nous accorde des crédits pour féconder notre industrie, nous sommes prêts à payer une partie déterminée des dettes d'avant-guerre que nous considérons comme intérêts supplémentaires des crédits obtenus.

Si l'on ne nous donne pas de crédits, nous ne payons pas. Les faits montrent que nous enregistrons certains succès dans l'obtention de crédits industriels. Je pense en l'occurrence non seulement à l'Allemagne, mais aussi à l'Amérique et à l'Angleterre. Pourquoi obtenons-nous ces crédits?

C'est que notre pays représente le marché le plus considérable d'importation de l'outillage, et les pays capitalistes ont précisément besoin d'écouler ce genre de produits.

## **5. Conclusion**

Nous avons donc:

Premièrement, un accroissement des contradictions au sein des Etats capitalistes qui encerclent l'U.R.S.S.; la nécessité pour le capitalisme d'un nouveau partage du monde, par la guerre; les tendances interventionnistes d'une partie du monde capitaliste, l'Angleterre en

tête; le fait qu'une autre partie du monde capitaliste ne veut pas s'engager dans une guerre contre l'U.R.S.S. et préfère nouer des rapports économiques avec elle; la lutte entre ces deux tendances et la possibilité pour l'U.R.S.S. de mettre à profit ces contradictions pour le maintien de la paix;

Secondement, une stabilisation capitaliste qui est en train de se désagréger; le développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies; les symptômes d'un nouvel élan révolutionnaire en Europe; l'accroissement de l'autorité de l'I.C. et de ses sections dans le monde entier; la sympathie toujours plus manifeste de la classe ouvrière d'Europe pour l'U.R.S.S. ; la puissance croissante de l'U.R.S.S. et l'autorité grandissante de la classe ouvrière de notre pays parmi les classes opprimées du monde entier.

De là découlent les tâches suivantes pour notre parti:

1. Dans le domaine du mouvement révolutionnaire international :

- a) *Lutte pour le développement des partis communistes dans le monde entier;*
- b) *Lutte pour le renforcement des syndicats révolutionnaires et le front unique des ouvriers contre l'offensive du Capital;*
- c) *Action pour resserrer les liens d'amitié entre la classe ouvrière d'U.R.S.S. et celle des pays capitalistes;*
- d) *Action pour resserrer l'union entre la classe ouvrière d'U.R.S.S. et le mouvement d'émancipation des pays coloniaux;*

2. Dans le domaine de la politique extérieure de l'U.R.S.S.:

- a) *Lutte contre la préparation de nouvelles guerres impérialistes;*
- b) *Lutte contre les tendances interventionnistes de l'Angleterre et augmentation de la capacité défensive de l'U.R.S.S.;*
- c) *Politique de paix et maintien de rapports pacifiques avec les pays capitalistes;*
- d) *Développement de nos échanges commerciaux avec le monde*

extérieur sur la base du renforcement du monopole du commerce extérieur;

*e) Rapprochement avec les Etats dits « faibles » ou « privés de la plénitude de leurs droits » et soumis à l'oppression et à l'exploitation des puissances impérialistes dominantes.*

## II - Les succès de l'édification socialiste et la situation intérieure de l'U.R.S.S.

Permettez-moi, camarades, de passer à la situation intérieure de notre pays, aux succès de notre édification socialiste, à la question du sort, du développement, de la consolidation de la dictature du prolétariat.

Le XIV<sup>ème</sup> congrès de notre parti chargea le Comité central de poursuivre le développement de notre économie nationale en se conformant aux tâches essentielles suivantes:

1° notre politique doit contribuer au développement progressif de notre économie nationale dans son ensemble; 2° la politique de notre parti doit stimuler l'allure du développement de l'industrie et assurer à cette dernière le rôle dirigeant dans toute l'économie nationale; 3° dans le développement de l'économie nationale, l'importance du secteur socialiste de l'économie nationale, des formes socialistes de l'économie, doit être assurée au détriment du secteur privé et capitaliste; 4° notre développement économique dans son ensemble, l'organisation de nouvelles branches d'industrie, le développement de certaines branches pour la production des matières premières, etc. doivent assurer l'indépendance économique de notre pays afin qu'il ne se transforme pas en un appendice du système capitaliste de l'économie mondiale; 5° la dictature du prolétariat doit être consolidée, le bloc de la classe ouvrière et des masses paysannes raffermi, et la direction de la classe ouvrière dans ce bloc renforcée; 6° la situation matérielle et morale de la classe ouvrière et des paysans pauvres doit s'améliorer constamment.

Qu'a fait le Comité central dans cette dernière période pour exécuter ces tâches?

## I. L'économie nationale dans son ensemble

La première question est celle du développement de l'économie nationale dans son ensemble. Je citerai quelques chiffres essentiels sur la question du développement de l'ensemble de l'économie nationale et, entre autres, sur le développement de l'industrie et de l'agriculture durant cette période. J'emprunte ces données aux chiffres de contrôle du « Gosplan » pour 1927-28 et à l'esquisse du plan quinquennal.

a) Augmentation de la production nationale dans ces deux dernières années. Si en 1924-25 la production totale de l'agriculture était, d'après les calculs récents du « Gosplan », de 87,3 % et la production de l'industrie de 63,7 % de celle d'avant-guerre, en 1926-27 la production de l'agriculture a atteint 108,3 % et celle de l'industrie 100,9 % de la production d'avant-guerre. D'après les chiffres de contrôle pour 1927-28, on prévoit une augmentation de la production atteignant dans l'agriculture 111,8 % de la production d'avant-guerre, et dans l'industrie 114,4 %.

Développement des échanges à l'intérieur du pays au cours des deux dernières années :

Le chiffre d'échanges pour 1924-25 est de 14.613.000.000 de roubles or; en 1926-27, il atteint 28.775.000.000, soit une augmentation de 97 %. On prévoit une nouvelle augmentation des échanges qui, en 1927-28, atteindront 116 % (33.440.000.000 de roubles) comparativement à 1924-25.

Développement de notre système de crédit durant ces deux dernières années:

Le bilan total de toutes nos institutions de crédit en date du 1<sup>er</sup> octobre 1925 s'élevait à 5.340 millions de roubles; or au 1<sup>er</sup> juillet 1927, on constate une augmentation de 53 %, soit 8.175 millions de roubles. L'année 1927-28 marquera certainement un nouveau développement de notre système de crédits nationalisé.

Développement des transports ferroviaires durant ces deux dernières années

En 1924-25, le transport des marchandises atteignait 63,1 % de celui d'avant-guerre; en 1926-27, cette proportion se chiffre par 99,1 % et, en 1927-28, par 111,6 %. La longueur totale du réseau était de 74.400 kilomètres en 1924-25, elle est actuellement de 76.200 kilomètres; elle dépasse de 30,3 % celle d'avant-guerre et de 8,9 % celle de 1917.

Extension du budget durant ces deux dernières années:

En 1925-26, l'ensemble de notre budget (budget d'Etat et budgets locaux) était de 72,4 % de celui d'avant-guerre (5.024.000.000 de roubles). Pour 1927-28, il sera de 110 à 112 % de celui d'avant-guerre (plus de 7 milliards de roubles). L'augmentation pour ces deux dernières années est de 41,5 %.

Accroissement du commerce extérieur dans les deux dernières années:

Le chiffre total d'affaires du commerce extérieur pour 1924-25 était de 1.282.000.000 de roubles, c'est-à-dire 27 % environ du chiffre d'affaires d'avant-guerre; en 1926-27, il atteint la somme de 1.483.000.000 de roubles, c'est-à-dire 35,6 % et en 1927-28 il atteindra, selon les prévisions, 1.626.000.000 de roubles, c'est-à-dire 37,9% de celui d'avant-guerre. Les causes de la lenteur du développement du commerce extérieur sont:

1. Les obstacles mis fréquemment par les Etats bourgeois à notre commerce extérieur, obstacles qui parfois, prennent la forme d'un blocus dissimulé;

2. Le fait que nous ne pouvons commercer selon la formule bourgeoise: « Peu importe que nous ne mangions pas à notre faim, pourvu que nous exportions ». Le résultat positif de notre commerce extérieur, c'est que nous avons pour 1926-27 un solde à notre actif s'élevant à 57 millions de roubles. C'est la première fois depuis 1923-24 que la balance du commerce extérieur est en notre faveur.  
Tableau général de l'augmentation du revenu national dans les deux dernières années

Pour 1924-25, le revenu national de l'U.R.S.S. était de 15.559 millions de roubles or ; en 1925-26 il était de 20.252.000.000, marquant une augmentation de 29,9 % et en 1926-27, de 22.560.000.000, soit une augmentation de 11,4 %. Les chiffres de contrôle du « Gosplan » prévoient qu'en 1927-28, le revenu national sera de 24.200.000.000 de roubles, c'est-à-dire une nouvelle augmentation de 7,3 %.

Si l'on sait que l'augmentation annuelle moyenne du revenu national des Etats-Unis ne dépasse pas 3 à 4 % (une seule fois vers l'année 1880, le revenu annuel des Etats-Unis augmenta de 7 % sur l'année précédente) et que dans d'autres pays, Angleterre, Allemagne, par exemple, il n'est que de 1 à 3 %, il faut reconnaître que *l'intensité de l'accroissement du revenu national de l'U.R.S.S. s'est accru au cours des dernières années à une allure qui dépasse de beaucoup les grands Etats capitalistes d'Europe et d'Amérique.*

### *Conclusion*

L'économie nationale de notre pays s'accroît avec une grande intensité.

La tâche du Parti, c'est d'activer le développement de l'économie nationale de notre pays dans tous les domaines de la production.

b) Notre économie nationale ne se développe pas à l'aveuglette. Il n'y a pas une simple augmentation quantitative de la production; elle s'accroît dans un sens nettement et rigoureusement déterminé. Dans ces deux dernières années, il y eut deux facteurs qui jouèrent un rôle décisif dans le développement de l'économie nationale.

Premièrement, notre économie nationale se développe *sous l'angle de l'industrialisation du pays*; le rôle de l'industrie augmente constamment en comparaison de l'agriculture. Deuxièmement, le développement de l'économie nationale, l'industrialisation du pays s'accomplit dans le sens de *l'augmentation de l'importance et du rôle dirigeant des formes socialistes de l'économie* dans la production et les échanges au détriment du secteur capitaliste et marchand privé.

Accroissement de l'importance de l'industrie dans l'économie nationale (sans les transports et l'électrification):

En 1924-25, la production totale de l'industrie, évaluée au prix d'avant-guerre, équivalait aux 32,4 % de la production nationale, et la production de l'agriculture aux 67,6 % de toute la production nationale; en 1926-27, ces rapports respectivement sont de 38 % et 62 %. En 1927-28, les pourcentages respectifs seront de 40,2 % et 59,8 %.

Augmentation de la production des instruments et moyens de production, base de l'industrie:

En 1924-25, la production des moyens de production représente 34,1 % de la production industrielle totale ; en 1926-27, elle en représente 37,6 % et, en 1927-28, nous nous proposons de l'augmenter jusqu'à 38,6 %. L'augmentation de la production des



moyens de production dans la grande industrie *d'Etat* pour ces deux dernières années est la suivante: en 1924-25, 42 %; en 1926-27, 44 %, et pour 1927-28 on prévoit 44,9 %.

En examinant la production marchande de l'industrie et son importance dans la somme totale des marchandises on voit que la part de l'industrie s'est accrue ces deux dernières années dans les proportions suivantes: en 1924-25, elle était de 53,1 %; en 1926-27, de 59,5 % et, en 1927-28, elle atteindra 60,7 %, tandis que la part de la production agricole destinée au marché qui en 1924-25 constituait 46,9 % ne représentera en 1926-27 que 40,5 % et, en 1927-28, 39,3 % seulement.

Conclusion : Notre pays devient un pays industriel. La tâche du Parti est de pousser par tous les moyens à l'industrialisation du pays.

Quelques chiffres sur l'augmentation de l'importance et du rôle dirigeant des formes socialistes de l'économie au détriment du secteur marchand privé et du secteur capitaliste pour les deux dernières années: tandis que *les investissements de capitaux* dans le secteur socialiste de l'économie nationale (industrie d'Etat et coopératives, transports, électrification, etc.) s'accroissaient d'année en année, atteignant la somme de 1.231.000.000 de roubles en 1924-25, de 2.683.000.000 de roubles en 1926-27 et, d'après les chiffres du « Gosplan » de 3.456.000.000 pour 1927-28, ce qui donne l'augmentation de la part du secteur socialiste dans la somme globale des investissements de 43,8 % en 1924-25 à 65,3 % en 1927-28, les investissements dans les secteurs non socialistes baissaient relativement et ne témoignaient que d'une augmentation absolue insignifiante: en 1924, ils se chiffraient par 1.577.000.000 roubles or; en 1926-27, par 1.717.000.000 et pour 1927-28, on prévoit 1.836 millions. Ainsi la part des investissements dans le secteur non socialiste *baisse* de 56,2 % en 1924-25 à 34,7 % en 1927-28.

La *production globale* du secteur socialiste de *l'industrie*

représentait 81 % de toute la production industrielle en 1924-25; cette proportion s'élève à 86 % pour 1926-27 et s'élèvera à 86,9 % pour 1927-28; l'importance du secteur non socialiste de l'industrie diminue d'année en année. En 1924-25, il fournit 19 % de production industrielle totale; ce pourcentage tombe à 14 % en 1926-27 et ne sera que de 13,1 % en 1927-28. En ce qui concerne le capital privé, dans la *grande industrie* (censitaire) il diminue non seulement au sens relatif (de 3,9 % en 1924-25, il tombe à 2,4 % en 1926-27), mais aussi au sens absolu (169 millions de roubles d'avant-guerre en 1924-25 et 165 millions en 1926-27).

Nous constatons également le recul des éléments capitalistes privés dans les *échanges*. Ici, la part du secteur socialiste s'élevait en 1924-25 à 72,6 %, soit 90,6 % pour le commerce de gros et 57,3 % pour le commerce de détail; en 1926-27, cette part s'élève à 81,9 %, soit 94,9 % pour le gros et 67,4 % pour le détail.

Pendant la même époque, le rôle du secteur privé dans le commerce diminue. Sa part dans l'ensemble des transactions, qui était de 27,4 % en 1924-25, n'est plus que de 18,1 % en 1926-27, soit respectivement 9,4 % et 5,1 % pour le commerce de gros et 42,7 et 32,6 % pour le commerce de détail.

Pour l'année 1927-28 nous nous proposons une nouvelle réduction de l'importance du secteur privé.

Conclusion : Notre pays avance vers le socialisme avec assurance et rapidement en faisant reculer et en supplantant pas à pas les éléments capitalistes de l'économie nationale.

Cette constatation nous permet de soulever la question: qui vaincra? Question déjà posée par Lénine en 1921, après l'instauration de la nouvelle politique économique. Il s'agissait alors de savoir si nous pouvions lier notre industrie socialisée à l'économie paysanne en supplantant le commerçant, le capitalisme privé, en apprenant le

commerce, ou, si le capital privé arriverait à nous vaincre, en réussissant à séparer le prolétariat des paysans. Nous pouvons aujourd'hui affirmer que nous avons remporté dans ce domaine des succès décisifs. Seuls des aveugles ou des insensés peuvent le nier. Mais aujourd'hui, la question de savoir qui sera vainqueur prend un autre caractère. Du domaine du commerce, elle passe au domaine de la production artisanale (*koustari*), et à celui de la production agricole, où le capital privé a encore une certaine importance et d'où il faut l'évincer systématiquement.

Notre parti a pour tâche d'étendre et de consolider nos points stratégiques socialistes dans tous les domaines de l'économie nationale, dans les villes comme dans les campagnes, en cherchant à liquider les éléments capitalistes dans l'économie nationale.

## **2. Le rythme du développement de notre grande industrie socialiste**

a) Les chiffres suivants montrent l'accroissement de la production de la grande industrie nationalisée qui actuellement représente plus de 77 % de toute l'industrie nationale. En 1925-26, l'accroissement de la production (en roubles d'avant-guerre) de la grande industrie nationalisée était, sur l'année précédente, de 42,4%; en 1926-27, elle est de 18,2 % et, pour 1927-28 on l'évalue à 15,8 %.

Le plan quinquennal dont les prévisions sont considérablement au-dessous de nos possibilités prévoit un développement de la production de 76,7 % pour les cinq années à venir, soit une moyenne de 15 % par an. Ce plan prévoit qu'en 1931-32, la production sera le double de celle d'avant-guerre.

Si l'on considère la production totale de l'industrie (industrie d'Etat et industrie privée, grande et petite industrie), l'accroissement annuel sera, selon les prévisions du plan quinquennal du « Gosplan », de 12 % en moyenne et la production industrielle sera en 1931-32 de 70 % supérieure à la production d'avant-guerre.

En Amérique, la production industrielle enregistre dans les années 1890 à 1895 une augmentation annuelle moyenne de 8,2 % ; de 1895 à 1900 une augmentation annuelle de 5,2 % ; de 1900 à 1905, de 2,6 % ; de 1905 à 1910, de 3,6 %. En Russie l'augmentation annuelle moyenne pour les années 1895-1905 était de 10,7 % et, pour la période de 1905 à 1913, de 8,1 %.

Le pourcentage de l'accroissement annuel de la production de notre industrie socialiste et de l'ensemble de notre industrie dépasse l'accroissement de la production de n'importe quel pays capitaliste. Cela est d'autant plus remarquable que l'industrie américaine et l'industrie russe d'avant-guerre surtout étaient fécondées par l'afflux abondant de capitaux étrangers, tandis que notre industrie nationalisée n'a pour base que sa propre accumulation.

En outre, notre industrie nationalisée est déjà entrée dans la période de reconstruction, c'est-à-dire dans la période où le rééquipement des vieilles usines et la reconstruction de nouvelles usines sont une condition importante et décisive pour l'accroissement de la production industrielle.

*Par l'intensité de son développement, notre industrie en général et notre industrie socialiste en particulier dépassent le développement de l'industrie des pays capitalistes.*

b) Comment expliquer cette intensité incomparable du développement de notre grande industrie?

1° Parce que notre industrie est nationalisée et s'est par là même libérée des intérêts rapaces et antisociaux qui dominent les groupes capitalistes. Elle a la possibilité de se développer conformément aux intérêts de toute la société.

2° Elle est la plus grande et la plus concentrée des industries du monde entier. Elle a donc toute possibilité de vaincre l'industrie

capitaliste privée.

3° L'Etat qui détient les transports, les crédits et le commerce extérieur nationalisés, le budget général d'Etat, peut diriger l'industrie nationalisée conformément au plan prévu comme une économie industrielle unique. C'est là ce qui lui procure des avantages formidables sur toutes les autres formes d'industrie et accélère considérablement son développement.

4° L'industrie nationalisée, la plus importante et la plus puissante, peut réaliser une politique de baisse continue des prix de revient et des prix de vente, politique qui rend sa production meilleur marché en élargissant ainsi le marché pour sa production, en élevant la capacité d'absorption du marché intérieur et en créant des possibilités croissantes pour le développement ultérieur de la production.

5° L'industrie nationalisée peut, pour plusieurs raisons, et entre autres par sa politique de baisse des prix, se développer dans les conditions d'un rapprochement progressif entre la ville et les campagnes, entre le prolétariat et les paysans, à l'opposé de l'industrie capitaliste qui se développe dans des conditions d'hostilité grandissante entre les villes bourgeoises qui pressurent les paysans, et les campagnes qui vont à leur ruine.

Enfin, l'industrie nationalisée s'appuie sur la classe ouvrière qui a la direction sur tout notre développement. Grâce à cela, elle a le moyen de développer plus facilement la technique en général, la productivité du travail en particulier, de rationaliser la production et la direction en s'appuyant sur les larges masses de la classe ouvrière, ce qui ne peut se faire dans le système industriel capitaliste.

Tout cela est confirmé avec évidence par l'accroissement rapide de notre technique au cours des deux dernières années et par le développement intense de nouvelles branches d'industrie

(construction de machines et d'outils, construction de turbines, construction d'autos et d'avions, chimie, etc.).

Cela est confirmé également par la rationalisation de la production, que nous effectuons en réduisant la journée de travail (institution de la journée de 7 heures) et en améliorant d'une façon permanente la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière, ce qui est impossible dans le système économique capitaliste.

L'intensité incomparable du développement de notre industrie socialiste est la preuve directe et indubitable de la supériorité du système soviétique de production sur le système capitaliste.

Lénine avait raison lorsqu'il disait en 1917, encore avant que les bolcheviks fussent au pouvoir, qu'après avoir instauré la dictature du prolétariat, nous pourrions et devrions « rattraper et dépasser les pays avancés, même dans le domaine *économique* ».

La tâche du Parti est d'assurer sans tarder la marche du développement de l'industrie socialiste et de l'accélérer dans le proche avenir afin de créer les conditions permettant de rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés.

### 3. Le rythme du développement de notre économie rurale

a) Dans les campagnes, nous avons un accroissement relativement plus lent de la production. En 1925-26 l'augmentation de la production globale (calculée en roubles d'avant-guerre) sur l'année précédente était de 19,2 % ; en 1926-27, de 4,1 % et pour 1927-28, on prévoit une augmentation de 3,2 %.

Le plan quinquennal du « Gosplan », dont les prévisions sont considérablement inférieures aux possibilités, prévoit un accroissement de la production de 24 % pour les cinq prochaines années, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,8 %. Selon

ces prévisions, la production agricole en 1931-32 dépassera de 28 à 30 % la production d'avant-guerre.

Cet accroissement est plus ou moins satisfaisant. Mais il ne dépasse nullement celui des pays capitalistes et ne suffit pas à maintenir pour l'avenir l'équilibre nécessaire entre l'agriculture et l'industrie nationalisée.

Aux Etats-Unis d'Amérique, l'augmentation moyenne annuelle de la production agricole globale était de 9,3 % pour la période de 1890 à 1900; de 3,1 % entre 1900 et 1910 et de 1,4 % entre 1910 et 1920. En Russie d'avant-guerre l'accroissement annuel de la production agricole fut de 3,2 % à 3,5 % pour la période de 1900 à 1911. Il est vrai que de 1926-27 à 1931-32 on prévoit un accroissement annuel de la production agricole atteignant 4,8 %.

Ainsi, sous le régime soviétique, la production agricole s'accroît plus rapidement qu'à l'époque de la Russie capitaliste. Mais il ne faut pas oublier qu'en 1931-32, tandis que la production globale de l'industrie nationalisée sera deux fois celle d'avant-guerre, et la production industrielle totale supérieure de 70 % à celle d'avant-guerre, la production agricole ne dépassera que de 28 à 30 % le niveau d'avant-guerre, soit moins d'un tiers seulement.

C'est pourquoi cette allure du développement de notre économie rurale ne peut être considérée comme satisfaisante.

*b)* Comment s'expliquer cette lenteur relative du développement de l'économie rurale au regard du développement si rapide de notre industrie nationalisée? Par l'état extrêmement arriéré de notre technique agricole et par le niveau culturel très bas de la population rurale, mais, plus encore, par l'extrême éparpillement de notre production agricole qui ne jouit pas des avantages offerts à notre grande industrie nationalisée. Avant tout, la production rurale n'est pas nationalisée, n'est pas groupée, mais morcelée, éparpillée. Elle

n'est pas réglée par un plan, et en attendant se trouve soumise en majeure partie au développement spontané de la petite production. Elle n'est ni groupée, ni garantie par la collectivisation et offre ainsi un champ d'exploitation facile aux éléments koulaks. Ces circonstances privent l'économie rurale morcelée des avantages énormes dont jouit la grande production unifiée, réglée par un plan, comme c'est le cas pour notre industrie nationalisée.

Où est l'issue ? Faudra-t-il peut-être ralentir l'intensité du développement de notre industrie en général et celle de l'industrie nationalisée en particulier ?

Aucunement. Ce serait une utopie réactionnaire, anti-prolétarienne.  
Des voix : *C'est juste!*

L'industrie nationalisée doit se développer et se développera à un rythme accéléré, garantissant par là notre avance vers le socialisme et, finalement, l'industrialisation de l'économie agricole elle-même. L'issue de cette situation est dans le groupement des petites exploitations rurales dispersées en une économie agrandie, unifiée, basée sur la culture collective de la terre, sur une technique nouvelle et supérieure.

Il faut procéder à ce groupement progressivement, mais d'une façon permanente, sans exercer aucune pression administrative, mais par la persuasion; en montrant les avantages des grosses exploitations ; en créant de grosses exploitations basées sur la culture collective de la terre, l'emploi des machines agricoles et des tracteurs, l'application des procédés scientifiques d'intensification de l'agriculture.

Il n'y a pas d'autre issue. Sans cela, notre agriculture ne pourra ni rattraper, ni dépasser les pays capitalistes les plus développés au point de vue de la production agricole (Canada, etc.). Toutes les mesures prises pour limiter les éléments capitalistes dans l'économie



rurale et y encourager les éléments socialistes, pour acheminer l'économie rurale dans la voie du développement coopératif et soumettre l'économie paysanne à l'action de l'Etat dans l'achat et la vente, de même que dans la production, — toutes ces mesures sont certes extrêmement importantes, mais ne sont que des mesures préparatoires pour orienter l'économie rurale sur la voie du collectivisme.

c) Le Parti a déjà beaucoup fait dans ce sens au cours des deux dernières années, mais tout cela est encore loin de ce qu'on aurait pu faire. En ce qui concerne le travail *extérieur*, pour grouper les économies agricoles en vue de l'achat et de la vente, nous avons réalisé ce qui suit : les coopératives agricoles groupent actuellement près d'un tiers des familles paysannes ; les coopératives de consommation fournissaient, en 1924-25, 25,6 % de ce qui a été acheté dans les campagnes ; en 1926-27, 50,8 %. Les organes coopératifs et les organes d'Etat achetaient, en 1924-25, 55,7 % de la production agricole et, en 1926-27, 63 %.

Quant au travail de groupement des économies agricoles de *l'intérieur*, c'est-à-dire en vue de la production collective, nous avons fait très peu dans ce domaine. Il suffit de dire que les exploitations agricoles collectives et les exploitations d'Etat ne fournissent actuellement qu'un peu plus de 2 % de toute la production agricole et un peu plus de 7 % de la production destinée au marché.

Cela s'explique par de nombreuses causes objectives et subjectives : incapacité, manque d'attention chez certains de nos militants, conservatisme et état arriéré des paysans, insuffisance des fonds nécessaires pour organiser la culture collective de la terre, etc. Il est inutile de dire qu'il faudrait des sommes considérables. Au X<sup>e</sup> congrès, Lénine disait que nous n'avons pas encore de fonds permettant de soumettre l'économie rurale à l'influence de l'Etat ou à l'influence collectiviste. Je pense que

nous aurons maintenant ces fonds et qu'ils s'accroîtront de plus en plus. En attendant, la situation est telle: sans unification des économies paysannes éparpillées et sans culture collective, il est impossible de développer l'intensification et la mécanisation de l'agriculture. Il est impossible que notre économie rurale croisse de telle façon, qu'elle rattrape et dépasse en intensité les pays capitalistes comme le Canada. Notre tâche est donc de concentrer l'attention de nos militants qui travaillent dans les campagnes sur ce grave problème.

Je pense que les centres de location des machines agricoles auprès du commissariat de l'Agriculture et des coopératives agricoles doivent jouer un rôle très important. L'exemple suivant montre que parfois les exploitations agricoles soviétiques encouragent la culture collective de la terre. Je pense à l'aide accordée par l'Union des exploitations agricoles soviétiques d'Ukraine aux paysans de la région d'Odessa en leur louant des tracteurs. Récemment, les *Izvestia* publièrent une lettre de ces paysans, remerciant pour l'aide accordée. Permettez-moi de lire cette lettre.

Nous, qui nous sommes transplantés dans les hameaux de Chevtchenko, Krassine, Kalinine, « Aube rouge » et « Soleil levant », exprimons notre profonde reconnaissance au pouvoir soviétique pour l'aide énorme qu'il nous a apportée dans le relèvement de notre économie. Nous sommes pour la plupart des paysans pauvres, sans chevaux et instruments aratoires.

Nous ne pouvions cultiver la terre qui nous a été octroyée *et fûmes contraints de la donner à bail aux koulaks, habitant depuis longtemps dans la région, contre une partie de la récolte*. La récolte fut défectueuse, car on sait que le métayer ne cultive pas convenablement une terre qui ne lui appartient pas. Les faibles crédits que nous recevions de l'Etat étaient dépensés par nous pour notre subsistance et nous nous appauvrissions chaque année.

Cette année, le représentant de l'Union des exploitations agricoles soviétiques d'Ukraine est venu chez nous et nous a proposé de cultiver nos terres au moyen de tracteurs, plutôt qu'en obtenant des crédits en argent. Tous les paysans émigrés, à l'exception de quelques petits koulaks, ont consenti, tout en doutant que le travail soit fait convenablement.

A notre grande joie, et au mécontentement des koulaks, les tracteurs ont labouré et hersé toutes nos friches et jachères, cinq ou six fois de suite pour les débarrasser des mauvaises herbes, puis ont semé du froment sélectionné. A présent, les koulaks ne se moquent plus du travail des tracteurs. Cette année, dans notre rayon, les paysans n'ont presque pas semé de blé d'hiver à cause du manque de pluies ; là où ils ont semé, les pousses ne sont pas encore sorties de terre.

*Par contre, dans nos champs, à nous paysans émigrés, un magnifique froment verdit déjà sur des centaines de déciatines labourées, et ce froment n'a pas son pareil dans les colonies allemandes les plus riches. En plus des travaux pour le blé d'hiver, les tracteurs ont également labouré toutes les terres destinées au blé de printemps. Nous n'avons donc plus une seule déciatine de terre en friche ou donnée à bail.*

*Il n'y a plus un seul paysan pauvre qui ne possède quelques déciatines ensemencées en blé d'hiver. Après cela, nous ne voulons plus travailler par petites exploitations individuelles et pauvres, mais nous avons décidé d'organiser l'exploitation collective de la terre, au moyen de tracteurs, où il n'existera plus une seule parcelle d'emblavure de paysans isolés. L'exploitation agricole soviétique « Taras-Chevtchenko » avec laquelle nous avons conclu un contrat à cet effet, s'est chargée d'organiser chez nous la culture au moyen de tracteurs. (Izvestia, n° 267, 22 novembre 1927.)*

Si des exemples pareils étaient plus fréquents, camarades, nous

pourrions progresser bien rapidement.

*La tâche du Parti consiste à étendre le rôle de la coopération et des organes d'Etat dans l'approvisionnement en marchandises et l'écoulement des produits pour l'agriculture. Le Parti doit se donner comme tâche pratique immédiate du travail d'édification dans les campagnes, l'orientation progressive des exploitations de paysans isolés vers leur groupement en grandes exploitations agricoles avec culture collective de la terre basée sur une agriculture intensive et l'emploi des machines ; c'est l'un des principaux moyens d'activer le développement de l'agriculture et de venir à bout des éléments capitalistes dans les campagnes.*

Tels sont les résultats et les progrès obtenus dans le domaine de l'édification économique.

Cela ne veut pas dire que tout soit pour le mieux. Loin de là.

Nous avons, par exemple, une certaine disette de marchandises. C'est une lacune dans notre économie, une lacune encore inévitable malheureusement.

La production des instruments et des moyens de production s'opérant à un rythme plus rapide que celui de l'industrie légère, ce seul fait implique de lui-même que la disette de marchandises se fera encore sentir quelques années. Mais, impossible de faire autrement si nous voulons développer par tous les moyens l'industrialisation du pays.

Certains gens, notamment notre opposition, qui puisent des matériaux pour leurs théories dans les queues de spéculateurs, poussent les hauts cris au sujet de notre disette de marchandises, et réclament en même temps la « surindustrialisation ». Ce sont là des sottises. Seuls, des ignorants peuvent parler ainsi. Nous ne devons et ne pouvons réduire l'industrie lourde aux seules fins de développer le plus amplement l'industrie légère.

Cette dernière, d'ailleurs, ne peut se développer sans un essor rapide de l'industrie lourde. On pourrait augmenter les importations de marchandises et faire cesser ainsi cette disette de marchandises. C'est ce que préconisa l'opposition à un moment donné : c'est là une sottise à laquelle elle dut renoncer.

Mais c'est une autre question que de savoir si l'on réagit suffisamment pour réduire la disette de certains produits. Dans nos conditions, il est très possible d'y trouver remède et le Parti l'a toujours réclamé. C'est précisément là que tout n'est pas satisfaisant.

Nous constatons en outre que l'élément capitaliste n'est pas sans importance relative dans l'industrie et dans le commerce; il n'est pas si insignifiant que se le figurent certains camarades. C'est encore une lacune dans notre bilan économique. J'ai lu dernièrement l'ouvrage intéressant du camarade Larine: *le Capital privé en U.R.S.S.* Je le recommande aux camarades. Vous y verrez comment le capitalisme sait habilement se couvrir de l'étiquette de *coopération de production*, ou de coopération agricole, ou d'autres organes de commerce.

Fait-on tout le nécessaire pour limiter, comprimer et évincer des sphères de l'économie nationale les éléments capitalistes? Je ne le pense pas. Dans l'industrie artisanale en général, dans les cuirs et peaux et le textile en particulier, il y a pas mal de nouveaux millionnaires qui font ployer sous leur joug les *koustaris* et, en général, les petits producteurs. Fait-on tout le nécessaire pour cerner et évincer économiquement ces exploiters en liant les *koustaris* avec la coopération ou les organes d'Etat? Il est indubitable que tout n'a pas été fait. Pourtant cette question a pour nous une importance considérable.

Puis, il y a un certain renforcement des koulaks qui s'inscrit au passif de notre bilan économique. Je pense qu'on ne fait pas tout ce qui s'impose pour réduire et isoler économiquement les koulaks. Les

camarades qui croient pouvoir anéantir les koulaks par des mesures administratives, par l'intervention de la Guépéou ou la proclamation de décrets ont tort. Cette méthode est facile, mais non effective. Il faut agir par des mesures économiques, à la base des lois révolutionnaires. Or, la légalité révolutionnaire n'est pas une phrase vaine.

Elle n'exclut pas, naturellement, certaines mesures administratives indispensables prises contre le koulak, mais ces dernières ne peuvent remplacer des mesures d'ordre économique. Il faut accorder une attention sérieuse aux dénaturations de la ligne du Parti dans le domaine de la lutte contre les koulaks, ayant eu lieu dans la pratique de nos organes coopératifs, surtout en ce qui concerne la répartition de crédit agricole.

De plus, la baisse des prix de revient de l'industrie, des prix de vente des produits manufacturés et, en particulier, des prix de détail des marchandises consommées dans les villes, suit une marche excessivement lente. Cela est encore au passif de notre bilan économique.

On ne peut taire que nous rencontrons une forte résistance de l'appareil d'Etat, des coopératives et du Parti. Visiblement, nos camarades ne saisissent pas que la politique de baisse des produits manufacturés est un des principaux leviers pour améliorer notre industrie, élargir notre marché et renforcer la source qui sert de base à l'essor de notre industrie.

Seule, une lutte implacable contre cette inertie, contre cette résistance de l'appareil dans la réalisation de la politique de baisse des prix nous permettra de liquider cette lacune.

Il y en a d'autres encore: les revenus de la vodka dans le budget, le développement excessivement lent du commerce extérieur et l'insuffisance des réserves.

Je pense que l'on pourrait commencer à réduire progressivement la production de la vodka et à remplacer cette source de revenus par d'autres comme la radio et le cinéma.

Pourquoi ne pas faire usage de tels moyens en les confiant à des hommes énergiques, à de vrais bolcheviks qui sauraient agir et supprimer une fois pour toutes la vodka? En ce qui concerne le commerce extérieur, je pense que toute une série de difficultés économiques proviennent de l'insuffisance des exportations.

J'estime que nous pouvons augmenter nos exportations. Je pense qu'on ne s'efforce pas, comme il conviendrait, de les augmenter. Il en est de même pour les réserves.

Les camarades qui, à la légère, ou par ignorance, prétendent que nous n'avons pas de réserves, ont tort. Non, camarades, nous possédons quelques réserves. Nos organes d'Etat, ceux des districts et des provinces et jusqu'aux organes régionaux et centraux, s'efforcent de faire quelques réserves pour les mauvais jours. Mais ces réserves sont insuffisantes; nous devons le reconnaître et nous donner pour tâche d'augmenter ces réserves dans la mesure du possible, même en réduisant parfois nos besoins courants.

Tels sont, dans notre édification économique, les côtés sombres qui doivent attirer notre attention et qu'il faut liquider à tout prix pour pouvoir progresser à une allure plus rapide.

#### 4. Les classes, l'appareil d'Etat, le développement culturel du pays

Passons à la situation politique du pays.

a) *Classe ouvrière.* — Voici les chiffres sur l'accroissement quantitatif de la classe ouvrière et des salariés en général: les salariés (sans les chômeurs) étaient, en 1924-25, au nombre de 8.215.000; en 1926-27, de 10.346.000, soit un accroissement de 25

%. Sur ce nombre, on compte : travailleurs manuels, y compris ouvriers agricoles et saisonniers, en 1924-25, 5.448.000; en 1926-27, 7.060.000, soit un accroissement de 29,6 %. Sur ce nombre : ouvriers de la grosse industrie, en 1924-25, 1.794.000; en 1926-27, 2 millions 388.000, soit un accroissement de 33 %.

*Situation matérielle de la classe ouvrière.* — La part des salariés dans le revenu national était de 24,1 % en 1924-25 et de 29,4 % en 1926-27; le niveau d'avant-guerre est ainsi dépassé de 30 % ; par contre, la part des autres catégories sociales, y compris la bourgeoisie, a diminué : elle est tombée, pour la bourgeoisie, de 5,5 % à 4,8 %. Les salaires réels des ouvriers de l'industrie d'Etat, abstraction faite des sommes versées aux assurances sociales, etc., étaient, en 1924-25, de 25,18 roubles par mois; en 1926-27, de 32,14 roubles.

Ce qui donne, en deux ans, une augmentation de 27,6 % et dépasse le niveau d'avant-guerre de 5,4 %. Si l'on tient compte des dépenses pour les assurances sociales, besoins culturels, services municipaux, etc., les salaires étaient, en 1924-25, de 101,5 % et, en 1926-27, de 128,4 % de leur niveau d'avant-guerre. Les fonds d'assurance sociale sont passés de 461 millions de roubles en 1924-25 à 852 millions de roubles en 1926-27, c'est-à-dire qu'ils ont subi une augmentation de 85 %, grâce à laquelle 513.000 personnes ont pu se soigner dans des maisons de repos et des sanatoria, 460.000 chômeurs et 700.000 pensionnés (invalides du travail et de la guerre civile) ont reçu des allocations et les ouvriers malades ont obtenu leur salaire complet pendant la durée de leur maladie.

Les dépenses pour la construction d'habitations ouvrières s'élevaient, en 1924-25, à plus de 132 millions de roubles; en 1925-26, à plus de 230 millions de roubles; en 1926-27, à 282 et en 1927-28 à plus de 391 millions de roubles, avec les 50 millions dont parle le manifeste du C.C.E.; au total, 644,7 millions de roubles ; avec la somme assignée pour 1927-28, 1.036 millions de roubles, ont été dépensés



pour la construction d'habitations ouvrières au cours de ces trois années par l'industrie, les transports, les comités exécutifs et les coopératives, sans compter les constructions individuelles. Cette somme a permis de bâtir 4.594.000 mètres carrés de surface habitable et de satisfaire en logement 257.000 ouvriers, soit, avec leurs familles, 900.000 personnes environ.

*Chômage.* — Il y a, sur ce point, divergence entre la Centrale syndicale de l'U.R.S.S. et le Commissariat du travail. Je me base sur les chiffres du Commissariat du travail parce qu'ils s'appliquent aux chômeurs liés aux Bourses du travail.

Ses données indiquent que le nombre des chômeurs, en deux ans, a passé de 950.000 à 1.048.000. Sur ce nombre, 16,5 % sont des ouvriers industriels et 74 % des travailleurs intellectuels et des travailleurs non qualifiés. Donc, notre chômage est dû essentiellement au surpeuplement des campagnes et, en second lieu, à l'insuffisance de certaines catégories d'ouvriers d'industrie. On constate donc un relèvement incontestable du niveau matériel de la classe ouvrière dans son ensemble.

Le Parti doit tendre constamment vers l'amélioration de la situation matérielle et culturelle de la classe ouvrière, vers une augmentation des salaires de la classe ouvrière.

*b) Paysannerie.* — Je crois inutile de citer les chiffres sur la différenciation dans la paysannerie, car ils sont connus de tous. La différenciation qui s'opère sous la dictature du prolétariat ne peut, en aucun cas, être identifiée avec celle qui se produit sous le régime capitaliste.

Dans ce dernier cas, les deux extrêmes se renforcent : les paysans pauvres et les koulaks, tandis que le paysan moyen disparaît peu à peu. Chez nous, par contre, la catégorie des paysans moyens augmente du fait qu'une partie des paysans pauvres deviennent des

paysans moyens : l'élément koulak s'accroît et numériquement les paysans pauvres diminuent. Cela montre que, dans nos campagnes, la figure centrale était et reste le paysan moyen. Pour le sort de notre travail d'édification et pour la dictature du prolétariat, le bloc avec le paysan moyen appuyé sur le paysan pauvre a une importance décisive.

*Amélioration générale des conditions matérielles dans les campagnes.* — Nous possédons des chiffres sur l'accroissement des revenus de la population rurale. Ces revenus s'élevaient, en 1924-25, à 3.548 millions de roubles ; en 1926-27, à 4.792 millions de roubles, soit un accroissement de 31,1 %, tandis que la population rurale s'est accrue, durant la même période, de 2,38 % seulement. C'est une preuve incontestable que la situation matérielle de la campagne s'améliore constamment.

Mais cela ne signifie pas que la paysannerie a amélioré ses conditions matérielles dans toutes les régions du pays. On sait que les récoltes de ces deux dernières années ont été très inégales et les suites de la mauvaise récolte de 1924 ne sont pas encore disparues.

D'où l'aide apportée par l'Etat aux paysans laborieux, en général, et aux paysans pauvres en particulier. L'aide accordée aux paysans laborieux fut, en 1925-26, de 373 millions de roubles et, en 1926-27, de 427 millions de roubles. L'aide spéciale apportée aux paysans pauvres, en 1925-26, sous la forme de sommes spécialement assignées aux exploitations agricoles les plus pauvres, se monte à 38 millions de roubles; sous forme d'exonération d'impôts, à 44 millions de roubles; sous forme de réduction de primes d'assurances, à 9 millions de roubles; soit, au total, 91 millions de roubles. L'aide spéciale aux paysans pauvres, en 1926-27, s'élevait respectivement pour les mêmes rubriques à 39 millions, 52 millions, 9 millions; soit, au total, 100 millions de roubles.

Résultat : amélioration de la situation matérielle des masses

fondamentales de la paysannerie.

*Tâches du Parti : continuer à s'orienter vers l'amélioration constante de la situation matérielle et culturelle des masses fondamentales de la paysannerie et, avant tout, des paysans pauvres; renforcer l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie; élever l'autorité de la classe ouvrière et de son parti dans les campagnes.*

c) *La nouvelle bourgeoisie. Les intellectuels.* — Le trait caractéristique de la nouvelle bourgeoisie est que, à l'opposé de la classe ouvrière et de la paysannerie, elle n'a pas de raison d'être satisfaite du pouvoir soviétique. Son mécontentement n'est pas l'effet du hasard; il prend ses racines dans la vie même. Je vous ai parlé de l'essor de notre économie nationale, de l'essor de notre industrie, de l'accroissement des éléments socialistes dans l'économie nationale, de la diminution rapide de l'importance du commerce privé, de l'élimination des petits commerçants.

Que signifie cela? Cela veut dire que si notre industrie et nos organes commerciaux se développent, des dizaines de mille de capitalistes, petits et moyens, se ruinent. Combien de boutiques, petites et moyennes, ont dû fermer leurs portes durant ces années ? Des milliers. Combien de producteurs se sont prolétarisés ?

Des milliers. Combien d'employés ont été congédiés lors de la réduction du personnel de notre appareil d'Etat ? Des centaines et des milliers. La progression de notre industrie, la progression de nos organes commerciaux et coopératifs, l'amélioration de notre appareil d'Etat marquent une avance, une amélioration pour la classe ouvrière, pour les masses fondamentales de la paysannerie, mais sont un recul pour la nouvelle bourgeoisie, un désavantage pour les couches moyennes en général, pour les couches moyennes des villes en particulier.

Doit-on s'étonner de ce que le mécontentement contre le pouvoir soviétique augmente parmi ces couches ? Il n'y a évidemment pas lieu de s'en étonner. De là, l'état d'esprit contre-révolutionnaire dans ces milieux. De là, l'idéologie des *smienovekh*, marchandise à la mode sur le marché politique de la nouvelle bourgeoisie.

Mais il serait faux de croire que tous les employés, tous les intellectuels sont mécontents, murmurent et s'agitent contre le pouvoir soviétique. En même temps que grandit le mécontentement au sein de la nouvelle bourgeoisie, il se produit une différenciation parmi les intellectuels; des centaines et des milliers de travailleurs intellectuels abandonnent le courant *smienovekh* pour se rallier au pouvoir soviétique.

C'est un fait encourageant dont il faut prendre note. Les devanciers sont, ici, les intellectuels techniciens, car ils sont étroitement liés au processus de production et ne peuvent pas ne pas voir que les bolcheviks entraînent notre pays vers un avenir meilleur.

Des entreprises gigantesques, telles les centrales électriques du Volkhov, du Dnieper, de la Svir, le chemin de fer de Turkestan-Sibérie, le canal du Volga au Don, une série de nouvelles usines géantes au sort desquelles est lié celui de couches entières d'intellectuels techniciens, ne peuvent manquer d'exercer une influence bienfaisante sur ces couches.

Ce n'est pas seulement la question du morceau de pain pour eux, c'est aussi une question d'honneur, un travail de création qui les rapproche naturellement de la classe ouvrière, du pouvoir soviétique. Je ne parle pas des travailleurs intellectuels des campagnes, et, en particulier, des instituteurs de villages, qui, depuis longtemps, ont passé du côté du pouvoir soviétique et ne peuvent que saluer le développement des institutions scolaires dans les campagnes. C'est

pourquoi, à côté du mécontentement croissant dans certaines couches d'intellectuels, nous constatons l'alliance des intellectuels travailleurs avec la masse ouvrière.

La tâche du Parti est de poursuivre l'isolement de la nouvelle bourgeoisie et de consolider la liaison de la classe ouvrière avec les travailleurs intellectuels soviétiques des villes et des campagnes.

d) *L'appareil d'Etat et la lutte contre le bureaucratisme.* — On a tant parlé de bureaucratisme qu'il est inutile de s'étendre sur cette question. Il n'y a aucun doute qu'il existe, chez nous, des éléments de bureaucratisme dans l'appareil d'Etat comme dans celui des coopératives et du Parti. C'est également un fait que la lutte contre les éléments du bureaucratisme est indispensable, et que cette tâche se posera à nous tant que le pouvoir d'Etat existera et tant que l'Etat existera chez nous. Il ne faut pas, néanmoins, dépasser les bornes.

Lutter contre le bureaucratisme dans l'appareil d'Etat au point d'ébranler cet appareil, de saper son autorité, de risquer de le briser, c'est travailler contrairement au léninisme ; c'est oublier que notre appareil est un appareil soviétique d'un type supérieur, en regard de tous les appareils d'Etat existants. En quoi réside sa force? En ce qu'il relie le pouvoir aux masses ouvrières et paysannes par le moyen des Soviets; en ce que les Soviets sont une école où des dizaines, des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans apprennent à diriger; en ce que l'appareil d'Etat ne se sépare pas des masses populaires, mais se fond en quelque sorte avec elles au moyen d'un nombre considérable d'organisations de masses, de commissions, de sections, de conférences, de réunions de délégués, etc., qui viennent en aide aux Soviets et soutiennent, par là, les organes du pouvoir. Où est le point faible de notre appareil d'Etat ?

Dans l'existence, en son sein, d'éléments bureaucratiques qui

dénaturent son travail. Pour en chasser le bureaucratisme — on ne peut le faire en un ou deux ans — il faut améliorer systématiquement l'appareil d'Etat, le rapprocher des masses, le renouveler en y introduisant de nouveaux hommes dévoués à la classe ouvrière, le transformer dans l'esprit du communisme et non le briser ou saper son autorité. Lénine avait mille fois raison de dire: *Sans appareil, nous aurions péri depuis longtemps; sans une lutte systématique et tenace pour améliorer l'appareil, nous périrons avant d'avoir créé les bases du socialisme.*

Je ne m'étendrai pas sur les lacunes évidentes de notre appareil d'Etat. Il faut noter, avant tout, les lenteurs administratives. J'ai en mains tout un matériel sur les lenteurs administratives, qui démasque la négligence criminelle de certaines organisations judiciaires, administratives, sociales, coopératives et autres. C'est, par exemple, un paysan qui a dû se rendre 21 fois dans le même bureau d'assurances pour y faire valoir ses droits, sans aucun résultat d'ailleurs.

C'est un autre paysan, un vieillard de 66 ans, qui parcourt 600 verstes à pied pour obtenir des éclaircissements de la section d'assistance sociale du district, et qui n'obtient rien non plus. C'est une vieille paysanne de 56 ans qui, sur convocation du tribunal populaire, fait 500 verstes à pied et 600 en voiture, et qui, cependant, n'obtient pas justice. Nombreux sont les faits analogues. Inutile de les énumérer. C'est à notre honte que l'on tolère de pareilles ignominies.

Enfin, il y a des faits concernant les travailleurs que l'on empêche de percer. Il y a, paraît-il, à côté des ouvriers que l'on met en avant, ceux qui sont maintenus en arrière, relégués au second plan par leurs camarades mêmes non pour incapacité, mais parce qu'ils sont consciencieux et honnêtes dans leur travail. C'est, par exemple, un ouvrier ajusteur, mis en avant à un poste sérieux dans une usine, en qualité d'homme capable et intègre. Il y travaille un an, deux ans,

honnêtement, établit l'ordre, fait disparaître l'incurie et la dilapidation.

Mais, par son travail, il porte préjudice aux intérêts d'une clique de « communistes », il les empêche de vivre tranquillement. Qu'advient-il? Cette clique de « communistes » l'entrave dans sa tâche et l'oblige à reculer.

« Tu veux être plus malin que nous, tu ne nous laisses pas vivre tranquillement, — recule, ami. » C'est un autre ouvrier, un ajusteur aussi, que l'on fait avancer et qui occupe une fonction spéciale dans l'usine. Il travaille honnêtement et avec zèle.

Mais il gêne la tranquillité de quelqu'un, paraît-il, et l'on trouve une occasion pour se débarrasser de ce camarade trop « remuant ». Avec quels sentiments ce camarade est-il parti de l'usine ? Voici ce qu'il en dit lui-même : « Partout où l'on m'a désigné, je me suis efforcé de justifier la confiance que l'on me témoignait.

Mais cet avancement m'a joué un vilain tour et je ne l'oublierai jamais. On m'a couvert de boue. Mon désir de tirer la chose au clair n'est resté qu'un désir. Ni le comité d'usine, ni la direction de l'usine, ni la cellule n'ont voulu m'entendre. Je n'accepterai plus jamais d'avancement, même si l'on me couvre d'or » (*Troud*, 9 juin 1927). C'est une honte pour nous, camarades ! Comment peut-on tolérer des choses pareilles ?

La tâche du Parti, c'est, tout en luttant contre le bureaucratisme et pour l'amélioration de l'appareil d'Etat, de stigmatiser tous ces faits honteux qui se rencontrent dans notre pratique et dont je viens de parler.

e) *Sur le mot d'ordre de Lénine : La révolution culturelle.* — Le meilleur moyen de lutter contre le bureaucratisme, c'est d'élever le niveau culturel des ouvriers et des paysans. On peut maudire et

injurier le bureaucratisme de l'appareil d'Etat et le clouer au pilori ; mais, si les larges masses ouvrières n'ont pas atteint un certain niveau de culture, qui leur fournit le désir et la capacité de contrôler cet appareil par en bas, de leurs propres forces, le bureaucratisme subsistera malgré tout. C'est pourquoi le développement culturel de la classe ouvrière et des masses laborieuses paysannes — non seulement par l'enseignement de la lecture et de l'écriture, qui constitue la base élémentaire de toute culture, mais avant tout, par l'habitude et la compréhension de l'administration du pays — est le levier essentiel pour améliorer notre appareil d'Etat et tout autre appareil.

Tel est le sens du mot d'ordre de Lénine sur la révolution culturelle.

Lénine disait à ce sujet, en mars 1922, à l'ouverture de notre XI<sup>e</sup> congrès, dans une lettre au C.C. adressée au camarade Molotov :

« Nous manquons encore principalement de culture, de capacités administratives. Economiquement et politiquement, la Nep nous fournit la pleine possibilité d'établir *les fondements de l'économie socialiste*. Tout dépend « seulement » des forces culturelles du prolétariat et de son avant-garde. »

Il ne faut pas oublier ces paroles de Lénine, camarades.

Exclamation : *C'est juste !*

D'où la tâche du Parti : intensifier la lutte pour élever le niveau culturel de la classe ouvrière et des couches laborieuses de la paysannerie.

Quel est le bilan de la situation politique intérieure de notre pays ?

C'est que *le pouvoir soviétique est actuellement le pouvoir le plus solide de tous ceux qui existent au monde. (Vifs applaudissements.)*

Mais, si le pouvoir soviétique est le plus solide dans le monde entier et peut faire envie à n'importe quel gouvernement bourgeois, cela ne signifie pourtant pas encore que tout soit parfait chez nous. Non,



camarades, dans ce domaine aussi il y a beaucoup de côtés négatifs que nous ne pouvons et ne devons pas cacher en tant que bolcheviks. C'est, d'abord, le chômage que nous devons faire disparaître ou, du moins, réduire au minimum.

C'est, deuxièmement, l'insuffisance d'habitations ouvrières, la crise des logements que nous devons également surmonter et réduire au minimum dans les années prochaines. Il y a une certaine recrudescence d'antisémitisme non seulement dans quelques couches moyennes, mais aussi dans certains milieux de notre parti. Il faut lutter implacablement contre ce mal. Un autre côté négatif, c'est le relâchement de la lutte antireligieuse. Enfin, il y a chez nous une culture très arriérée non seulement au sens large, mais même au sens étroit du terme, au sens de la culture la plus élémentaire, puisque le pourcentage des illettrés en U.R.S.S. est encore considérable.

Tous ces défauts, et d'autres analogues, doivent être liquidés, camarades, si nous voulons aller de l'avant rapidement.

Pour terminer cette partie de mon rapport, permettez-moi de dire quelques mots sur les nominations les plus typiques faites durant cette période. Je ne veux pas parler de la nomination des vice-présidents adjoints au président du Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., le camarade Rykov.

Je ne parlerai pas non plus des nominations de commissaires du peuple au Conseil supérieur de l'économie nationale, au commissariat du Commerce et à la Direction politique d'Etat (Guépéou) de l'U.R.S.S. Je veux parler des nominations ayant une importance significative.

Vous savez que le président du Conseil supérieur de l'économie nationale de la R.S.F.S.R. est, actuellement, le camarade Lobov. C'est un ouvrier métallurgiste. Vous savez que le président du Soviet de Moscou, élu à la place de Kaménev, est le camarade Oukhanov, ouvrier métallurgiste. Vous savez également qu'à la place de

Zinoviev on a élu président du Soviet de Léninegrad, le camarade Komarov, également ouvrier métallurgiste. Donc, les « lords-maires » des deux capitales sont, chez nous, des ouvriers métallurgistes. (*Applaudissements.*) Il est vrai que ce ne sont pas des nobles, mais ils gèrent les capitales mieux que n'importe quels nobles. (*Applaudissements.*) Vous direz peut-être que c'est une tendance à la « métallisation ». Je pense qu'il n'y a aucun mal à cela.

Des voix : *Au contraire! c'est très bien!*

Souhaitons aux pays capitalistes, souhaitons à Londres, à Paris, qu'ils nous suivent dans cette voie et qu'ils nomment également des « lords-maires » choisis parmi leurs propres ouvriers des métaux. (*Applaudissements.*)

### **III - Le Parti et l'opposition**

#### **I - L'état du Parti**

Je ne m'étendrai pas longuement sur le développement numérique et idéologique de notre parti ; je ne citerai pas de chiffres, car le camarade Kossior vous fera un rapport détaillé à ce sujet.

Je ne parlerai pas non plus de la composition sociale de notre parti : le camarade Kossior vous donnera des informations et des chiffres détaillés. Je dirai seulement quelques mots sur l'amélioration de l'activité dirigeante de notre parti, tant dans le domaine économique que politique. Il fut un temps, camarades, il y a deux à trois ans, où une partie des camarades, Trotski en tête, il me semble (*Rires*)... Des voix : *Il semble ?*

...reprochait aux comités régionaux, aux comités provinciaux, au C.C. de notre parti leur manque de compétence, leur intervention superflue dans les affaires économiques du pays. Oui, il fut un temps pareil. Actuellement, personne n'oserait formuler contre le Parti une telle accusation.

Le fait que les comités provinciaux et régionaux ont appris à diriger l'économie, que nos organisations du Parti sont à la tête de l'édification économique, est tellement évident, qu'il faut être aveugle ou insensé pour le nier.

Le fait que nous avons décidé de poser à ce congrès la question du plan quinquennal de l'édification économique prouve que le Parti a fait de grands progrès dans le domaine de la direction, conformément aux plans de notre édification économique au centre aussi bien qu'en province. D'aucuns pensent qu'il n'y a rien d'extraordinaire à cela.

Non camarades, il y a là quelque chose de particulier et d'important qui doit être souligné.

On fait allusion parfois aux organes économiques américains ou allemands qui dirigeraient, prétend-on, l'économie nationale selon des plans établis. Non, camarades, ils n'y sont pas encore arrivés et ils n'y arriveront pas tant qu'y régnera l'ordre capitaliste. Pour diriger d'après un plan, il faut un autre système d'industrie, un système socialiste et non capitaliste; il faut, au moins, une industrie nationalisée, un système nationalisé de crédit, la terre nationalisée, l'union socialiste avec les campagnes, le pouvoir de la classe ouvrière dans le pays, etc. Il est vrai qu'ils ont, eux aussi, une sorte de plan. Mais ce sont des plans-pronostics qui ne lient personne, et sur la base desquels il est impossible de diriger l'économie du pays. Il en est autrement chez nous.

Nos plans ne sont pas des plans-pronostics, mais des *plans-directives, obligatoires* pour les organes dirigeants et qui *déterminent* l'orientation *future* de notre développement économique dans *l'ensemble* du pays. Vous voyez qu'il y a, là, une différence de *principe*. Voilà pourquoi je dis que le fait même de poser à ce congrès la question du plan quinquennal, du développement économique constitue déjà un témoignage de l'amélioration de notre

travail de direction rationnelle et systématique.

Je ne m'arrêterai pas longuement non plus sur la question de la démocratie intérieure dans le Parti. Les aveugles seuls ne voient pas que la démocratie intérieure, la vraie démocratie intérieure du Parti, la véritable activité des masses s'accroît et se développe dans notre parti. On bavarde souvent sur la démocratie.

Qu'est-ce que la démocratie dans le Parti ?

Pour qui est-elle cette démocratie ?

Si l'on entend par démocratie la liberté pour quelques intellectuels, détachés de la révolution, de bavarder sans fin, d'avoir un organe de presse à eux, etc., nous n'avons pas besoin d'une telle « démocratie », ce serait une démocratie pour l'infime minorité agissant contrairement à la volonté de l'énorme majorité.

Mais si l'on entend par démocratie la liberté pour les masses du Parti de résoudre les questions de notre édification, l'élévation de l'activité des membres du Parti, l'entraînement de ces masses à l'œuvre de direction du Parti, le développement en elles du sentiment qu'elles sont maîtresses dans le Parti, cette démocratie nous l'avons, cette démocratie nous est nécessaire et nous la développerons sans cesse et coûte que coûte. (*Applaudissements.*)

Je ne parlerai pas non plus en détail du fait que, parallèlement à la démocratie intérieure, s'affirme toujours davantage la direction collective. Voyez notre C.C. et notre C.C.C. Ils forment ensemble un centre dirigeant, composé de 200 à 250 camarades, qui se réunit régulièrement et décide des principales questions de notre édification.

C'est là un organe des plus démocratique et travaillant plus collectivement qu'aucun des précédents organes centraux du Parti.

N'est-ce donc pas un fait que la décision des questions les plus importantes de notre travail passe, de plus en plus, des mains d'une direction peu nombreuse aux mains de ce grand centre étroitement lié à toutes les branches de l'édification et à toutes les régions de notre immense pays ?

Encore une question sur laquelle je ne m'étendrai pas longuement : celle des cadres du Parti. Il est indiscutable que, durant ces dernières années, aux vieux cadres de notre parti sont venus s'ajouter des cadres nouveaux composés surtout d'ouvriers. Si nos cadres comptaient auparavant des centaines ou des milliers de camarades, ils en comptent actuellement des dizaines de milliers.

Je pense que si l'on dénombre les cadres en partant des organisations de base, des cellules d'ateliers, pour arriver jusqu'au sommet, on atteindra, pour toute l'Union, à 100.000 personnes au moins, ouvriers dans leur grande majorité. C'est là un accroissement considérable de notre parti, de nos cadres et de leur expérience dans l'idéologie et dans l'organisation, une élévation du niveau de la culture communiste de ces cadres.

Encore une question qu'il faut noter, mais sur laquelle il serait inutile de s'étendre trop longuement : la question de l'autorité croissante du Parti parmi les ouvriers sans parti et en général les masses laborieuses de notre pays, parmi les ouvriers et, en général, les classes opprimées du monde entier. On ne saurait douter que notre parti devienne l'emblème de libération pour les masses laborieuses du monde entier, que le titre de bolchevik devienne un titre d'honneur pour les meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Tel est le bilan de nos progrès dans le domaine de l'édification du Parti.

Cela ne signifie pas que le Parti soit exempt de défauts. Il en a, et même de graves. Permettez-moi d'en dire quelques mots.

Voyons la direction des organisations économiques et autres par les organisations du Parti. Est-elle parfaite ? Loin de là. Souvent, on résout chez nous les questions en famille, pour ainsi dire.

Ivan Ivanovitch, par exemple, membre de la direction d'une organisation, a commis une grave erreur qui a eu des conséquences néfastes. Mais Ivan Fiodorovitch ne veut pas le critiquer, ni le dénoncer, ni corriger les fautes commises par Ivan Ivanovitch, car il ne veut pas se faire d' « ennemis ».

On a fait une erreur qui a eu de mauvaises conséquences; peu importe! Qui donc ne se trompe pas ? Aujourd'hui c'est moi qui le laisse tranquille, demain c'est lui que me laissera la paix. Est-ce que je suis sûr de ne pas me tromper aussi ? Ainsi tout sera réglé selon les bienséances. Une erreur commise et non corrigée fait du tort à notre grande cause !

Ce n'est rien ! Un jour ou l'autre nous nous tirerons d'affaire. Voilà comment certains de nos militants, même responsables, raisonnent trop souvent. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Si nous, bolcheviks, qui critiquons le monde entier, qui, selon Marx, attaquons le ciel lui-même, nous refusons de nous critiquer nous-mêmes afin de ne pas troubler la tranquillité de certains camarades, qu'en résultera-t-il, sinon la perte de notre cause ? (*Applaudissements.*)

Des voix : *C'est juste.*

Marx a dit que la révolution prolétarienne se distingue, entre autres, de toute autre révolution par le fait qu'elle se critique elle-même et qu'elle se consolide en se critiquant. C'est une indication extrêmement importante de Marx. Si nous, représentants de la révolution prolétarienne, fermons les yeux sur nos défauts, si nous réglons les questions en famille, passant sous silence nos erreurs et cachant les maux dont souffre l'organisme du Parti, qui pourra corriger ces erreurs, ces défauts ?

N'est-il pas évident que nous ne serons plus des révolutionnaires prolétariens et que nous irons sûrement à notre perte si nous n'arrachons pas de notre milieu cet esprit petit-bourgeois, cette manière de résoudre en famille les questions les plus importantes de notre édification ?

N'est-il pas évident qu'en renonçant à nous critiquer sincèrement et honnêtement, en renonçant à corriger honnêtement et ouvertement nos erreurs, nous nous fermons la voie au progrès, au perfectionnement de notre cause et à de nouveaux succès ? On sait que notre développement ne suit pas une ligne ascendante continue et uniforme.

Non, camarades, nous avons des classes, des antagonismes à l'intérieur du pays ; nous avons un passé, un présent, un futur et de nombreuses contradictions existent entre ces différentes phases ; nous ne pouvons avancer en nous laissant bercer doucement par les vagues de l'existence.

Notre avance se poursuit par la lutte, le développement des contradictions, que nous surmontons en les dénonçant et en les liquidant. Jamais, tant qu'existeront des classes, nous ne pourrions dire : Eh bien, Dieu merci, maintenant tout va bien ! Il n'en sera jamais ainsi, camarades. A chaque instant, quelque chose se meurt. Mais ce quelque chose ne veut pas mourir tout simplement, il lutte pour son existence, défend sa cause quoique perdue. A chaque instant naît quelque chose de nouveau. Mais ce qui naît ne naît pas tout simplement : il crie, il hurle en défendant son droit à l'existence. Voix : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

La lutte entre le vieux et le nouveau, entre ce qui se meurt et ce qui naît, c'est la base de notre développement. Si nous ne signalons pas ouvertement et honnêtement, comme il convient à des bolcheviks, les fautes et les erreurs dans notre travail, nous nous interdisons tout progrès. Mais nous voulons marcher de l'avant, et c'est précisément

pour cela que nous devons nous critiquer nous-mêmes, honnêtement, comme il convient à des révolutionnaires. Sinon, aucune avance, aucun progrès n'est possible. C'est précisément là que tout ne va pas encore bien chez nous. Mieux encore, il suffit de quelques succès pour oublier les défauts, pour qu'on se tranquillise et s'enorgueillisse.

Deux ou trois victoires importantes et l'on croit que tout est fait : puis encore deux ou trois grands succès et notre prétention n'a plus de bornes. Cependant, les erreurs subsistent, les fautes augmentent et les maux pénètrent plus profondément l'organisme du Parti.

Un autre défaut, c'est de substituer les méthodes administratives aux méthodes de persuasion, qui ont une importance décisive dans notre parti. C'est un danger aussi grave que le précédent, parce qu'il menace de transformer nos organisations, basées sur l'initiative des masses du Parti, en de vulgaires institutions bureaucratiques. Si nous avons au moins

60.000 militants, les plus actifs, affectés aux diverses institutions économiques, coopératives et gouvernementales, pour y lutter contre la bureaucratie, il faut reconnaître qu'une partie d'entre eux, tout en luttant contre la bureaucratie, se laissent parfois contaminer eux mêmes par ce mal et le propagent dans les organisations du Parti. Camarades, ce n'est pas notre faute, c'est notre malheur, car tant que l'Etat existera, ce processus se poursuivra à un degré plus ou moins fort.

C'est précisément parce que ce processus a certaines racines dans la vie même que nous devons nous armer pour lutter contre lui en augmentant l'activité des masses du Parti, en les faisant participer au règlement des questions de la direction du Parti et en perfectionnant systématiquement la démocratie à l'intérieur du Parti.

Le troisième défaut, c'est la tendance de certains camarades à suivre le courant, d'un pas égal et tranquille, sans perspectives, sans



regarder l'avenir, comme si tout, autour d'eux, prenait une allure solennelle ; à désirer toujours des séances solennelles, des applaudissements partout, comme si chacun de nous, à son tour, devait être membre honoraire de tous les Présidiums possibles. (*Rires, applaudissements.*)

Ce désir constant de voir partout un état d'esprit solennel, cette tendance aux décorations, aux anniversaires de toute espèce, nécessaires ou non, ce désir de suivre le courant aussi longtemps que possible sans se préoccuper où ce courant emporte... (*Rires, applaudissements*)... c'est précisément l'essence de ce troisième défaut de notre pratique, la base des lacunes dans la vie de notre parti. Avez-vous vu des rameurs qui rament honnêtement, à la sueur de leur front, sans voir où le courant les emporte ? J'en ai vu de tels, sur le fleuve Iénisséï.

Ce sont des rameurs honnêtes et infatigables; mais leur malheur, c'est qu'ils ne voient pas et ne veulent pas voir que le flot peut jeter leur canot contre un rocher et causer leur perte. La même chose arrive à certains camarades. Ils rament honnêtement, inlassablement et avancent rapidement parce qu'ils se livrent au courant ; mais ils ignorent ou veulent même ignorer où ce courant les conduit.

Ce travail sans perspectives, sans gouvernail ni rames, a pour résultat que, au début, ces camarades donnent dans la routine, puis s'embourbent, s'effondrent dans le marécage petit-bourgeois et se transforment eux-mêmes en vulgaires petits bourgeois. C'est la voie de la vraie dégénérescence.

Tels sont, camarades, dans la pratique et dans la vie du Parti, les défauts que je voulais signaler et déplorer.

Permettez-moi de passer aux questions de la discussion et de l'opposition.

## 2. Le bilan de la discussion

Cette discussion a-t-elle un sens, une valeur quelconque? On dit parfois: A quoi bon avoir élargi la discussion à ce point; qui en avait besoin? N'aurait-il pas mieux valu résoudre les questions en litige au sein des organisations sans les étaler pareillement? C'est une erreur, camarades; la discussion est parfois nécessaire et utile.

Il s'agit seulement de savoir quel doit être le genre de discussion: si c'est une discussion entre camarades qui se déroule dans les cadres du Parti; si elle a pour but de critiquer honnêtement nos défauts, les défauts du Parti, et d'améliorer, par conséquent, notre travail, d'armer la classe ouvrière, elle est utile et nécessaire.

Il y a, par contre, des discussions qui ont pour but non l'amélioration de notre cause commune, mais son aggravation; des discussions qui ne tendent pas à consolider le Parti, mais à porter atteinte à son autorité. De telles discussions ne contribuent généralement pas à armer le prolétariat, mais à le désarmer. De telles discussions, nous n'en voulons pas.

Des voix : *C'est juste! (Applaudissements.)* Lorsque l'opposition exigea l'ouverture de la discussion dans toute l'Union, trois mois avant le congrès, avant l'élaboration des thèses du C.C., avant la publication de ces thèses, elle voulait nous imposer une discussion qui aurait inévitablement facilité le travail de nos ennemis, le travail des ennemis de la classe ouvrière, le travail des ennemis de notre parti. C'est pour cela, précisément, que le C.C. s'est opposé au dessein de l'opposition.

Nous avons réussi, grâce à cela, à acheminer la discussion sur la voie juste en lui donnant pour base les thèses du C.C. en vue du congrès. Maintenant, nous pouvons dire, sans hésiter, que la discussion, dans son ensemble, a donné des résultats positifs. Le reproche qu'on nous fait, parfois, d'avoir étalé nos désaccords dans

la rue, est absurde, camarades. Nous n'avons jamais craint et ne craindrons jamais de nous critiquer ouvertement et de critiquer nos erreurs devant le Parti tout entier.

La force du bolchévisme ne consiste-t-elle pas précisément en ce qu'il ne craint pas la critique et trouve, dans la critique même de ses défauts, l'énergie pour une nouvelle marche en avant? La discussion actuelle est, par conséquent, un signe de force de notre parti, une preuve de sa puissance.

Il ne faut pas oublier que dans chaque grand parti, surtout dans un parti comme le nôtre, et dans tout parti qui détient le pouvoir et qui comprend une partie d'éléments paysans et employés, apparaissent à la longue des éléments indifférents qui ne s'intéressent pas aux questions de la tactique du Parti, qui votent les yeux fermés et suivent le courant. La présence de nombreux éléments semblables au sein du Parti est un mal qu'il faut combattre. Ces éléments forment le marécage de notre parti.

La discussion fait appel à ce marécage. L'opposition y fait appel pour en détacher une certaine partie. En réalité, elle en détache la partie la plus mauvaise. Le Parti aussi fait appel à ces éléments, mais pour en détacher la meilleure partie et la conter à la vie active du Parti. En conséquence, malgré leur inertie, les partisans du marécage sont contraints de déterminer leur attitude.

Une différenciation s'opère dans ces milieux livrant une partie à l'opposition et l'autre au Parti et, par là même, le marécage disparaît. Ce résultat est donc positif dans le bilan général du développement de notre parti. Il résulte, de la discussion actuelle, que le marécage s'est réduit, s'il n'a pas déjà complètement disparu. C'est là le résultat positif de la discussion.

Quel est le bilan de la discussion? On le connaît. Jusqu'à hier, 724.000 camarades ont voté pour le Parti et un peu plus de 4.000

pour l'opposition. Les membres de l'opposition criaient que le C.C. s'est détaché du Parti, que le Parti s'est détaché de la classe ouvrière, que, dans d'autres conditions, l'opposition aurait sûrement 99 % des membres du Parti. Mais, en fait, l'opposition n'a même pas pour elle 1 % des membres du Parti. Voilà le bilan.

D'où vient que le Parti, dans sa totalité, et, ensuite, toute la classe ouvrière aient à tel point isolé l'opposition?

Il y a, pourtant, en tête de l'opposition, des noms bien connus, des gens qui savent se faire de la réclame...

Des voix : *C'est juste!*

...des personnes qui ne sont pas atteintes de modestie (*Applaudissements*), qui savent se vanter et se présenter avantageusement. Cela vient du fait que le groupe dirigeant de l'opposition s'est montré comme un groupe d'intellectuels petits-bourgeois détachés de l'existence, de la révolution, du Parti, de la classe ouvrière.

Des voix : *C'est juste! (Applaudissements.)*

J'ai parlé, précédemment, des succès de notre travail, de nos progrès dans l'industrie, dans le commerce, dans l'ensemble de l'économie, dans le domaine de la politique extérieure. Mais l'opposition ne se soucie pas de ces progrès. Elle ne les voit pas, car elle ne veut pas les voir. Elle ne veut pas les voir, en partie à cause de son ignorance, en partie à cause d'une obstination propre aux intellectuels détachés de l'existence.

### 3. Les divergences fondamentales entre le Parti et l'opposition

Vous allez demander en quoi consistent finalement les divergences entre le Parti et l'opposition, quelles questions font l'objet de ces divergences? Sur toutes les questions nous sommes en désaccord

avec l'opposition.

Des voix : *C'est juste!*

J'ai lu, récemment, la déclaration d'un ouvrier sans parti de Moscou qui voulait faire ou qui a déjà fait son adhésion au Parti. Il formule la question des divergences entre le Parti et l'opposition comme suit :

*Auparavant, nous cherchions en quoi consistaient les divergences entre le Parti et l'opposition, mais aujourd'hui on se demande sur quel point l'opposition est d'accord avec le Parti. (Rires, applaudissements.) Sur toutes les questions, elle est contre le Parti, et si j'étais partisan de l'opposition, je n'entrerais pas au Parti. (Rires, applaudissements.) (Voir Izvestia n° 264.)*

Voilà comment un ouvrier russe caractérise, d'une manière brève, mais juste, l'opposition. Je crois que c'est la caractéristique la meilleure et la plus exacte de l'attitude de l'opposition à l'égard du Parti, de son idéologie, de son programme et de sa tactique. C'est précisément parce que l'opposition est en désaccord avec le Parti sur toutes ces questions qu'elle est un groupe ayant une idéologie à elle, un programme et une tactique propres, des principes d'organisation à elle. L'opposition a tout ce qu'il faut pour former un nouveau parti. Il ne lui manque qu'une « bagatelle » : les forces nécessaires. (*Rires, applaudissements.*)

Je citerai sept points qui sont l'objet de divergences entre le Parti et l'opposition.

1° *La possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays.* Je n'énumérerai pas les documents et les déclarations de l'opposition sur cette question. Ils sont connus de tous, il est inutile de les répéter. Il est clair pour tous que l'opposition nie la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays. Par là même, elle glisse directement et ouvertement à la position des menchéviks. Ce point de vue de l'opposition n'est pas nouveau chez

ses chefs actuels.

C'est en partant du même principe que Kaménev et Zinoviev refusèrent de participer au soulèvement d'Octobre. Ils déclarèrent alors qu'en déclenchant le soulèvement nous allions à notre perte, qu'il fallait attendre l'Assemblée constituante, que les conditions pour le socialisme n'étaient pas encore mûres et ne viendraient pas de sitôt à maturité. Trotski partit du même point de vue lorsqu'il se décida à prendre part au soulèvement.

Car, il disait ouvertement que, si la révolution prolétarienne victorieuse en Occident ne nous apportait pas son aide dans un avenir plus ou moins rapproché, il serait insensé de croire que la Russie révolutionnaire pourrait résister à l'Europe conservatrice.

En effet, comment Kaménev et Zinoviev d'une part, Trotski, d'autre part, puis Lénine et le Parti allèrent-ils à l'insurrection? C'est une question très intéressante dont il vaut la peine de parler. Vous savez que Kaménev et Zinoviev n'y allèrent qu'à leur corps défendant, contraints par Lénine et sous la menace d'être exclus du Parti (*Rires, applaudissements*) ; ils se virent donc obligés de marcher au soulèvement. (*Rires, applaudissements.*) Trotski y alla de son gré, mais en faisant des réserves qui, à ce moment déjà, le rapprochaient de Kaménev et de Zinoviev. Notons que, précisément avant la révolution d'Octobre, en juin 1917, Trotski trouva à propos de rééditer, à Léningrad, sa vieille brochure *le Programme de la paix*, comme pour montrer qu'il marchait au soulèvement sous son propre drapeau.

Que dit-il dans cette brochure? Il y polémique contre Lénine sur la possibilité d'une victoire du socialisme dans un seul pays; il considère que la conception de Lénine, dans cette question, est fautive et il affirme que, tout en reconnaissant la nécessité de prendre le pouvoir, il se rend compte que, sans l'aide venue à temps de la part des ouvriers victorieux de l'Europe occidentale, il serait insensé

de croire que la Russie révolutionnaire pourrait subsister en face de l'Europe conservatrice. Il accuse d'étroitesse nationale celui qui ne comprend pas sa critique. Voici un extrait de cette brochure de Trotski:

Sans attendre les autres, nous commençons la lutte et la poursuivons dans notre pays, convaincus que notre initiative donnera le branle dans d'autres pays. Mais si cela n'arrive pas, il serait insensé de croire — l'expérience de l'histoire et les considérations théoriques le prouvent — que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse résister à l'Europe conservatrice... Considérer les perspectives de la révolution sociale dans les cadres nationaux signifierait devenir la victime de la même étroitesse nationale qui est l'essence même du social-patriotisme (Trotski : 1917, édition russe, tome II, 1<sup>e</sup> partie, page 90.)

Telles furent, camarades, les réserves faites par Trotski et qui nous expliquent les racines et les causes initiales de son bloc actuel avec Kaménev et Zinoviev.

Voyons comment Lénine et le Parti marchèrent au soulèvement. Firent-ils, eux aussi, des réserves? Non, aucune. Je cite un extrait d'un article remarquable de Lénine: « Le programme de guerre de la révolution prolétarienne », publié à l'étranger, en septembre 1917: Le socialisme vainqueur dans un seul pays n'exclut nullement la possibilité de guerre en général. Au contraire, il la présuppose. Le développement du capitalisme se poursuit d'une façon très inégale dans les divers pays.

Il ne peut en être autrement avec une production marchande. D'où, la conclusion irréfutable : le socialisme ne peut vaincre en même temps *dans tous* les pays. Il vaincra au début dans un ou plusieurs pays, mais les autres resteront encore un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois. Cela ne manquera pas de provoquer non seulement des frictions, mais aussi des efforts directs de la

bourgeoisie des autres pays pour écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Une guerre dans de telles conditions serait, pour nous, une guerre légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour la libération des autres peuples de la bourgeoisie. Lénine : « Le programme de guerre de la révolution prolétarienne », Annales de l'Institut Lénine, fascicule n° 2, Page 7.)

Vous constatez, camarades, que la thèse de Lénine est toute différente. Trotski allait au soulèvement en faisant des réserves qui le rapprochaient de Kaménev et de Zinoviev, en affirmant qu'un gouvernement prolétarien ne représente, par lui-même, rien de particulier si l'aide du dehors se fait attendre. Lénine, au contraire, allait au soulèvement sans aucune réserve, en affirmant que le pouvoir prolétarien dans notre pays doit servir de base pour aider les prolétaires des autres pays à se libérer du joug de la bourgeoisie.

C'est ainsi que les bolcheviks allèrent à l'insurrection d'Octobre et c'est la raison pour laquelle Trotski trouva, dix ans après la révolution d'Octobre, un langage commun avec Kaménev et Zinoviev.

On peut s'imaginer, dans les termes suivants, le dialogue échangé entre Trotski d'une part, Kaménev et Zinoviev de l'autre, lorsqu'ils formèrent le bloc de l'opposition.

Kaménev et Zinoviev s'adressant à Trotski : « Voyez-vous, cher camarade, en définitive nous avons raison d'affirmer qu'il ne fallait pas faire l'insurrection d'Octobre, qu'il fallait attendre l'Assemblée constituante, etc. Aujourd'hui tout le monde voit que le pays, le pouvoir, sont atteints de dégénérescence, que nous allons à notre perte et que nous ne réaliserons pas le socialisme. Il ne fallait pas faire l'insurrection. Vous y êtes allé de plein gré ; vous avez commis une grande faute. »

Trotski répond : « Non, chers collègues, vous êtes injustes à mon



égard. Je suis bien allé à l'insurrection, mais vous avez oublié de dire comment j'y suis allé: en faisant des réserves. (*Hilarité générale.*) Et comme il est évident que maintenant nous n'avons aucune aide à attendre du dehors, il est clair que nous allons à notre perte comme je l'ai prédit, en son temps, dans ma brochure *le Programme de la paix.* »

Zinoviev et Kaménev : « Cela pourrait bien être vrai. Nous avons oublié cette réserve. Maintenant il est clair que notre bloc a bien une base idéologique. » (*Hilarité générale. Applaudissements.*)

Voilà comment a été trouvée la conception de l'opposition qui nie la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays.

Que signifie-t-elle ? Elle est une capitulation. Devant qui? Il est évident que c'est une capitulation devant les éléments capitalistes de notre pays et devant la bourgeoisie mondiale. Que sont devenus les phrases de gauche, les gestes révolutionnaires? Il n'en est rien resté. Si vous secouez notre opposition, si vous rejetez sa phraséologie révolutionnaire, vous verrez qu'il n'en reste que la capitulation. (*Applaudissements.*)

2° *La dictature du prolétariat.* Existe-t-elle chez nous, oui ou non ? Singulière question. (*Rires.*) Elle est posée, pourtant, par l'opposition, dans chacune de ses déclarations. L'opposition prétend que nous subissons une dégénérescence thermidorienne. Que signifie cela? Cela suppose que nous n'avons pas de dictature du prolétariat, que notre économie et notre politique s'effondrent et sont en régression, que nous allons non vers le socialisme, mais vers le capitalisme. Tout cela a quelque chose d'étrange et d'absurde, mais l'opposition insiste.

Voilà, camarades, une nouvelle divergence. C'est sur cela que repose la fameuse thèse clemenciste de Trotski. Si le pouvoir a dégénéré, s'il dégénère, vaut-il la peine de l'épargner, de le défendre ? Il est

évident que non. S'il se trouve un moment favorable pour « supprimer » ce pouvoir, si, par exemple, l'ennemi arrive à 80 kilomètres de Moscou, il faudra évidemment en profiter pour balayer ce pouvoir et le remplacer par un autre, par un pouvoir clemenciste, c'est-à-dire trotskiste. Il est clair qu'il n'y a rien là de léniniste; c'est du pur menchévisme. L'opposition en est arrivée au menchévisme.

3° *Le bloc entre les ouvriers et les paysans moyens.* L'opposition a toujours caché son attitude négative sur l'idée d'un tel bloc. Sa plateforme, ses contre-thèses sont remarquables moins par ce qui y est dit que par ce qu'elles s'efforcent de cacher à la classe ouvrière.

Mais il s'est trouvé un homme, I. N. Smirnov, également leader de l'opposition, qui eut le courage de dire la vérité sur l'opposition et de la montrer telle qu'elle est. Voici ce qu'il dit : « Nous allons à notre perte; si nous voulons nous sauver, il nous faut rompre avec les paysans moyens. » Ce n'est pas très intelligent; par contre, c'est tout à fait clair. Ici, chacun aperçoit déjà le bout de l'oreille menchévik.

4° *Le caractère de notre révolution.* Si l'on nie la possibilité d'édifier le socialisme dans notre pays, si l'on nie l'existence de la dictature du prolétariat et la nécessité du bloc de la classe ouvrière avec les paysans, il ne reste évidemment rien de notre révolution ni de son caractère socialiste.

Le prolétariat est venu au pouvoir, il a achevé la révolution bourgeoise, les paysans n'ont plus rien à faire avec la révolution puisqu'ils ont reçu la terre: par conséquent, le prolétariat peut se retirer et céder la place à d'autres classes. Telle est la thèse de l'opposition si l'on pénètre au fond de ses conceptions. Ce sont là toutes les racines de l'esprit de capitulation de l'opposition. Ce n'est pas sans raison qu'Abramovitch [Principal rédacteur du journal menchévik berlinois *Sotsialistitcheski Vestnik* (le Messager socialiste). (N.R.)] la glorifie.

5° *La conception léniniste dans la direction des révolutions coloniales.* Lénine parlait de la différence entre les pays impérialistes et les pays opprimés, entre la politique communiste dans les pays impérialistes et dans les pays coloniaux. Partant de là, il disait, déjà pendant la guerre, que l'idée de la défense de la patrie, inadmissible et contre-révolutionnaire pour les communistes des pays impérialistes, est parfaitement acceptable et justifiée dans les pays opprimés qui font la guerre à l'impérialisme.

Pour cette même raison, il admettait, dans une certaine phase et pour un délai déterminé, la possibilité d'un bloc et même d'une alliance avec la bourgeoisie nationale des pays coloniaux si cette dernière combat l'impérialisme et n'empêche pas les communistes d'éduquer les ouvriers et les paysans pauvres dans l'esprit du communisme.

La faute de l'opposition c'est, précisément, de rompre définitivement avec la conception léniniste, de glisser à la II<sup>e</sup> Internationale, qui nie la nécessité de soutenir les guerres révolutionnaires des pays coloniaux contre l'impérialisme. C'est cela, précisément, qui explique tous les malheurs de l'opposition dans la question de la révolution chinoise. Telle est cette divergence-là.

6° *La tactique du front unique dans le mouvement ouvrier international.* La faute de l'opposition consiste ici à rompre avec la tactique léniniste dans la question de la conquête graduelle des larges masses ouvrières au communisme. Ce n'est que grâce à une politique juste du Parti seulement que ces masses peuvent être gagnées.

C'est là une chose essentielle, mais c'est loin d'être tout. Pour attirer les larges masses ouvrières au communisme, il est nécessaire qu'elles se convainquent, par leur propre expérience, de la justesse de sa politique. Et pour que les masses soient convaincues, ils faut du temps, il faut un travail habile de la part du Parti parmi les masses, pour convaincre des millions d'hommes de la justesse de sa

politique.

Déjà, en avril 1917, nous avons raison, car nous savions qu'il s'agissait de renverser la bourgeoisie et d'établir le pouvoir soviétique. Mais, à ce moment-là, nous n'avons pas appelé les larges masses ouvrières à l'insurrection parce qu'elles n'avaient pas eu encore l'occasion de se convaincre de la justesse de notre politique.

C'est seulement après la faillite définitive des partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchévik dans les questions fondamentales de la révolution, que les masses commencèrent à comprendre que notre politique était la bonne; c'est seulement alors que nous avons entraîné les masses à l'insurrection, c'est grâce à cette tactique que nous avons été victorieux. C'est ainsi qu'est conçue l'idée du front unique.

La tactique du front unique fut proclamée par Lénine pour faciliter aux millions d'ouvriers des pays capitalistes contaminés de préjugés social-réformistes, le passage au communisme. Ici, la faute de l'opposition est de répudier purement et simplement cette tactique.

Séduite, un moment, d'une façon stupide par cette tactique, elle salua chaleureusement l'accord avec le Conseil général des trade-unions britanniques, voyant en lui « une des plus sérieuses garanties pour la paix », « une des plus sérieuses garanties contre l'intervention », une garantie des plus sérieuse pour « rendre inoffensif le réformisme en Europe » (voir *Rapport de Zinoviev au XIV congrès du P.C. de l'U.R.S.S.*).

Mais, cruellement désillusionnée dans son espoir de voir le réformisme rendu inoffensif à l'aide des Purcell et des Hicks, elle passa à l'autre extrême en répudiant purement et simplement la tactique du front unique. Voilà, camarades, encore une divergence prouvant l'éloignement complet de l'opposition de la tactique léniniste du front unique.

*7° La conception léniniste du Parti, de l'unité léniniste dans le P.C. de l'U.R.S.S. et dans l'Internationale communiste.*

L'opposition rompt entièrement, ici, avec la conception léniniste sur l'organisation du Parti en s'engageant dans la voie de l'organisation d'un second parti, d'une nouvelle Internationale.

Tels sont les sept points fondamentaux qui montrent que, dans chacune de ces questions, l'opposition a glissé jusqu'au menchévisme.

Ces conceptions menchéviks de l'opposition sont-elles compatibles avec l'idéologie de notre parti, avec son programme et sa tactique, avec la tactique de l'Internationale communiste, avec la conception léniniste de l'organisation du Parti ? En aucune façon et pour aucun instant !

Comment une telle opposition a-t-elle pu naître chez nous, quelles sont ses racines sociales ?

Je crois que l'origine sociale de l'opposition est dans la ruine des couches petites-bourgeoises des villes au cours de notre développement, dans leur mécontentement de la dictature du prolétariat, dans leur désir ardent de modifier ce régime, de « l'améliorer » par l'instauration d'une démocratie bourgeoise.

J'ai déjà dit que nos progrès, l'accroissement de notre industrie et l'importance du secteur socialiste dans notre économie entraînent la ruine et la disparition d'une partie de la petite bourgeoisie, surtout de la bourgeoisie urbaine. L'opposition se fait l'écho de ces couches et de leur mécontentement du régime de la révolution prolétarienne.

C'est ici, par conséquent, que sont les racines sociales de l'opposition.

#### 4. Comment agir dès lors avec l'opposition ?

Je voudrais tout d'abord vous raconter une expérience de collaboration avec Trotski, que Kaménev a faite en 1911. C'est très intéressant ; d'autant plus que les leçons qu'on peut en tirer nous permettront d'aborder comme il convient la question posée. En 1910, se tint, à l'étranger, un Plénum de notre C.C. ; la question des rapports des bolcheviks avec les menchéviks, et en particulier avec Trotski, y fut discutée (nous étions alors dans un seul parti avec les menchéviks et nous nous appelions fraction). Ce Plénum se prononça pour la conciliation avec les menchéviks et, par conséquent, avec Trotski aussi.

Cette décision fut prise contre l'opinion de Lénine qui n'eut avec lui que la minorité. Kaménev se chargea alors de réaliser la collaboration avec Trotski. Il ne le fit pas à l'insu de Lénine, mais d'accord avec lui. Lénine voulait prouver à Kaménev, par l'expérience, le caractère nuisible et inadmissible d'une collaboration avec Trotski contre le bolchévisme. Écoutons ce qu'en dit Kaménev :

En 1910, la majorité de notre fraction tenta de se réconcilier et d'établir un accord avec le camarade Trotski. Lénine s'y opposa formellement et pour me « punir », en quelque sorte, de mon insistance en vue d'arriver à un accord avec le camarade Trotski, Lénine demanda que je fusse chargé de représenter le Comité central à la rédaction du journal du camarade Trotski. Vers l'automne 1910, après quelques mois de travail dans cette rédaction, je m'étais convaincu que Vladimir Ilitch avait raison d'être contre ma ligne « conciliatrice » et, d'accord avec Lénine, je quittai la rédaction de l'organe du camarade Trotski.

Cette rupture avec le camarade Trotski fut marquée d'une série d'articles vigoureux publiés dans l'organe central du Parti. C'est précisément à ce moment que Vladimir Ilitch me proposa d'écrire

une brochure pour faire le bilan de nos divergences tant avec les liquidateurs-menchéviki qu'avec le camarade Trotski. « Vous avez fait l'expérience d'un accord avec l'aile extrême gauche « trotskiste » des groupes antibolchéviki, vous vous êtes rendu compte de l'impossibilité d'un accord — il faut donc que vous écriviez une brochure donnant les résultats de cette expérience », me dit Vladimir Ilitch. Naturellement, il insistait particulièrement pour que tout soit mis au clair... jusqu'au bout, au sujet des rapports entre le bolchévisme et ce que nous nommions à cette époque le trotskisme. (Préface de L. Kaménev à sa brochure *les Deux Partis*, mai 1924.)

Quels en furent les résultats ? Ecoutez encore :

L'expérience d'une collaboration avec Trotski, expérience que j'ai faite, j'ose affirmer, tout à fait sincèrement, ce dont témoignent mes lettres et mes conversations privées, exploitées aujourd'hui par Trotski, a montré que toute tentative de conciliation conduit inévitablement à la défense du liquidationnisme et ne profite qu'à ce dernier. (L. Kaménev : *les Deux Partis*, édition russe, 1911, p. 136.)

Plus loin :

Si le « trotskisme », en tant que tendance dans le Parti, était victorieux, quelle joie ç'aurait été pour le liquidationnisme, pour l'otzovisme, pour toutes les tendances qui luttent contre le Parti. (*Ibidem*, p. 143.)

Telle fut, camarades, l'expérience de collaboration avec Trotski.

Exclamation : *Expérience instructive !*

Kaménev exposa les résultats de cette expérience dans la brochure publiée en 1911, intitulée : *les Deux Partis*. Je suis certain que cette brochure fut très utile à tous les camarades qui nourrissaient encore des illusions sur une collaboration avec Trotski. Je pose aujourd'hui la question suivante : pourquoi Kaménev n'essayerait-il pas, encore

une fois, d'écrire une brochure intitulée également *les Deux Partis* sur son expérience de collaboration actuelle avec Trotski? (*Hilarité générale. Applaudissements.*)

Cela ne serait peut-être pas sans utilité. Je ne puis cependant donner aucune garantie à Kaménev que Trotski n'utilisera pas encore une fois contre lui ses lettres et ses conversations intimes. (*Hilarité générale.*) Je ne pense pas qu'il doive avoir peur de cela. De toutes façons, il faut choisir : ou bien craindre que Trotski n'utilise les lettres de Kaménev et ne divulgue leurs conversations — c'est alors le danger de rester en dehors du Parti; ou bien rejeter toute crainte et rester dans le Parti. La question se pose ainsi maintenant, Il faut choisir l'un ou l'autre.

On dit que l'opposition a l'intention de présenter au congrès une déclaration de soumission à toutes les décisions du Parti.

Exclamation : *Comme en octobre 1926 !* ...affirmant qu'elle dissoudra sa fraction Exclamation : *Elle l'a déjà promis deux fois !* ...et qu'elle défendra ses idées, auxquelles elle ne renonce pas.

Exclamations : *Oh! oh! nous ferons mieux de les dissoudre nous-mêmes !*

...dans les cadres des statuts du Parti. Exclamations : *Encore des réserves ! Les cadres du Parti ne sont pas en caoutchouc !*

Je pense, camarades, que cela n'aboutira à rien. Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements prolongés.*)

Nous avons déjà, camarades, une certaine expérience de ces déclarations (*Applaudissements*), nous avons déjà l'expérience de deux déclarations...

Exclamations: *C'est juste!*

...du 16 octobre 1926 et du 8 août 1927. A quoi cette expérience a-t-elle abouti ? Sans avoir aucunement l'intention d'écrire une brochure intitulée *les Deux Partis*, j'ose déclarer que cette expérience a conduit à des résultats tout à fait négatifs.



Exclamations: *C'est juste!*

...à tromper deux fois le Parti, à affaiblir la discipline dans le Parti. Quel droit l'opposition a-t-elle, maintenant, d'exiger que le congrès d'un grand parti, le congrès du parti de Lénine, la croie sur parole après cette expérience ?

Exclamations : *Ce serait une bêtise! On serait puni de lui avoir témoigné de la confiance !*

On dit que l'opposition pose également la question de la réintégration des exclus.

Exclamations : *Ce ne sera pas ! Qu'ils aillent dans le marais menchévik !*

...Je pense, camarades, que cela non plus ne se fera pas. (*Applaudissements prolongés.*)

Pourquoi le Parti a-t-il exclu Trotski et Zinoviev ? Parce qu'ils sont les organisateurs de toute l'œuvre de l'opposition

Exclamations: *C'est juste!*

...parce qu'ils ont pour but de briser les lois du Parti ; parce que, dans leur orgueil, ils ont cru qu'on n'oserait pas les toucher ; parce qu'ils ont voulu se créer une situation privilégiée dans le Parti. Tolèrera-t-on, dans le Parti, des grands seigneurs jouissant de privilèges et des paysans qui n'en ont pas ? Est-ce que nous, bolcheviks, qui avons extirpé la noblesse avec ses racines, allons maintenant la rétablir dans notre parti ? (*Applaudissements.*) Vous demandez : pourquoi avons-nous exclu Trotski et Zinoviev du Parti? Parce que nous ne voulons pas avoir une caste aristocratique dans le Parti. Parce que les lois sont les mêmes pour tous dans le Parti et que tous les membres du Parti ont les mêmes droits.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements prolongés.*)

Si l'opposition veut rester dans le Parti, qu'elle se soumette à la volonté du Parti, à ses lois, à ses instructions, sans réserve et sans équivoque. Si elle ne le veut pas, qu'elle s'en aille là où elle pourra

être plus à son aise.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements.*)

Nous ne voulons pas de lois spéciales avantageuses pour l'opposition ; nous n'en voulons et n'en créerons pas. (*Applaudissements.*)

On demande quelles sont les conditions. Il n'y en a qu'une : l'opposition doit désarmer entièrement et complètement tant sous le rapport de l'idéologie que de l'organisation.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements prolongés.*)

Elle doit renoncer à ses conceptions antibolchéviks, ouvertement et honnêtement, devant le monde entier.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements prolongés.*)

Elle doit condamner ouvertement et honnêtement, devant le monde entier, les erreurs qu'elle a commises, ses erreurs devenues un crime contre le Parti. Elle doit nous livrer toutes ses cellules pour que le Parti puisse les dissoudre toutes sans exception.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements prolongés.*)

Qu'ils fassent ainsi ou s'en aillent du Parti. Et s'ils ne s'en vont pas, nous les mettrons dehors.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements prolongés.*)

Voilà comment se pose, camarades, la question de l'opposition.

#### IV - Le bilan général

Je termine, en faisant le bilan général de la période envisagée :

1. *Nous avons maintenu la paix avec les Etats voisins, malgré les énormes difficultés, malgré toutes les provocations de la bourgeoisie « des grandes puissances » ;*
2. *Nous avons consolidé l'union de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. avec les ouvriers des Etats impérialistes et des colonies, malgré le nombre incalculable d'obstacles et les mensonges innombrables de la presse bourgeoise corrompue ;*
3. *Nous avons relevé l'autorité de la dictature du prolétariat parmi les masses laborieuses dans toutes les parties du monde ;*

4. *En tant que parti, nous avons aidé l'Internationale communiste et ses sections à consolider leur influence dans tous les pays du monde ;*
5. *Nous avons fait tout ce qu'un pays peut faire pour développer et accélérer le mouvement révolutionnaire mondial ;*
6. *Nous avons élevé notre industrie socialiste, la marche de son développement marque un record ; nous avons assuré son hégémonie dans toute l'économie nationale ;*
7. *Nous avons établi l'union de l'industrie socialiste avec l'économie paysanne ;*
8. *Nous avons consolidé l'alliance de la classe ouvrière, avec les paysans moyens, tout en nous appuyant sur les paysans pauvres ;*
9. *Nous avons affermi la dictature du prolétariat dans notre pays, malgré l'encerclement capitaliste hostile, en montrant aux ouvriers de tous les pays que le prolétariat sait non seulement détruire le capitalisme, mais aussi édifier le socialisme ;*
10. *Nous avons renforcé le Parti, défendu le léninisme et complètement battu l'opposition.*

Tel est le bilan général. Qu'en faut-il conclure ? Il n'y a qu'une seule conclusion : nous sommes dans la bonne voie et la politique de notre parti est juste.

Exclamations : *C'est juste ! — (Applaudissements.)*

Il s'ensuit qu'en poursuivant cette ligne nous parviendrons sûrement à la victoire du socialisme dans tous les pays. *(Applaudissements prolongés.)*

Cela ne signifie pas cependant que nous ne rencontrerons pas de difficultés sur notre chemin. Nous en aurons sûrement ; mais nous ne les craignons pas, car nous sommes des bolcheviks trempés au feu de la révolution. Il y aura des difficultés ; mais nous les vaincrons, comme nous les avons vaincues jusqu'à présent, car nous sommes des bolcheviks forgés par le parti d'airain de Lénine, capables de lutter contre les difficultés et de les vaincre sans gémir

et sans se plaindre.

C'est précisément parce que nous sommes des bolcheviks que nous vaincrons sûrement.

Camarades ! En avant pour la victoire du communisme dans notre pays, pour la victoire du communisme dans le monde entier!  
{*Tempête d'applaudissements. Tout le monde se lève. Ouations. On chante l'Internationale.*}

## B. Discours de clôture (7 décembre 1927)

Camarades, après les nombreux discours prononcés ici, il ne me reste pas grand'chose à ajouter. Je ne dirai rien sur le fond des discours d'Evdokimov et de Mouralov, car il n'y a rien là qui nécessite une réponse. On ne peut que souhaiter à ces camarades qu'Allah leur pardonne leurs péchés, car ils ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils bavardent. (*Rires, applaudissements.*) Je désire m'arrêter au discours de Rakovski et, en particulier, à celui de Kaménev, car ce dernier fut le plus hypocrite et le plus mensonger de tous les discours prononcés par l'opposition.

Exclamations: *C'est juste!*

### I - Sur le discours de Rakovski

a) *De la politique extérieure.* — Je pense que le camarade Rakovski a eu tort de parler ici de la question de la guerre et de la politique extérieure. Tout le monde sait qu'à la conférence de Moscou, le camarade Rakovski a dit des bêtises sur la question de la guerre. Il a parlé ici probablement pour réparer cette bêtise, mais ce fut une plus grosse bêtise encore (*Rires.*) Il aurait été préférable pour lui de ne pas parler de la politique extérieure.

b) *De la gauche et de la droite.* — Le camarade Rakovski affirme que l'opposition représente le secteur gauche de notre parti. C'est tout simplement risible. Ces déclarations-là sont faites évidemment par les banqueroutiers politiques, qui cherchent ainsi à se consoler.

La preuve est faite que l'opposition est une aile menchévik, qu'objectivement elle s'est transformée en un instrument des éléments bourgeois. Cela est prouvé et archi-prouvé. Comment peut-il être ici question de « gauchisme » de l'opposition ?

Comment se peut-il qu'un groupe menchévik devenu objectivement l'instrument d'une tierce force, l'instrument des éléments bourgeois, soit plus à gauche que les bolcheviks ? N'est-il donc pas clair que l'opposition est l'aile droite, menchévik dans le P.C. de l'U.R.S.S. ? Le camarade Rakovski s'est évidemment égaré jusqu'à confondre la droite et la gauche. Vous rappelez-vous dans le poème de Gogol, Séliphane s'exclamant : « Eh! toi... tu ne sais pas où est la droite et où est la gauche » ?

c) *De l'aide de l'opposition.* — Rakovski déclare que l'opposition est prête à soutenir le Parti si les impérialistes nous attaquent. Quel bonheur ! Ce petit groupe, qui représente à peine 1/2 % des effectifs du Parti, nous promet gracieusement son aide si les impérialistes attaquent notre pays.

Nous ne croyons pas en votre aide et n'en avons pas besoin, camarades de l'opposition. Nous vous demandons seulement de ne plus nous gêner ! Quant au reste, nous le ferons nous-mêmes, vous pouvez en être sûrs !

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements.*)

d) *Des « signaleurs ».* — Le camarade Rakovski dit que l'opposition nous met en garde contre les dangers, contre les difficultés, contre la débâcle de notre pays. Voilà des gens qui signalent les dangers, qui sauvent le Parti de sa perte au moment où ils sont eux-mêmes en train de périr et ont grand besoin d'être sauvés ! Ils peuvent à peine se tenir debout et ils veulent sauver les autres ! N'est-ce pas ridicule ? (*Rires.*)

Imaginez-vous un petit canot qui tient à peine à la surface des eaux

et va couler et un vapeur splendide qui, majestueusement, coupe les vagues et avance avec assurance. Que diriez-vous si ce canot minuscule essayait de sauver le grand bateau ? (*Rires.*) Ne serait-ce pas du plus parfait ridicule? Cela caractérise bien la situation actuelle de nos « signaleurs » de l'opposition. Ils nous indiquent les dangers, les difficultés, la débâcle menaçante, tout ce que vous voulez, mais eux-mêmes sont en train de couler et ne s'aperçoivent pas qu'ils ont déjà presque coulé à fond. Se croyant signaleurs, les membres de l'opposition prétendent diriger le Parti, la classe ouvrière, le pays.

Sur quoi se basent ces prétentions? Les membres de l'opposition ont-ils prouvé par leur action qu'ils sont en général capables de diriger quoi que ce soit, sans parler même de la direction d'un parti, d'une classe, d'un pays ?

N'est-ce pas un fait que le groupe de l'opposition conduit par des gens comme Trotski, Zinoviev, Kaménev, qui le dirigent depuis tantôt deux ans, a été mené à la débâcle définitive? N'est-ce pas un fait que, durant ces deux années, l'opposition a essuyé défaite sur défaite ?

Cela ne montre-t-il pas que les leaders de l'opposition ne sont pas capables de diriger, que leur direction conduit à la déroute et non à la victoire ?

S'ils sont incapables de diriger des affaires de second ordre, comment s'imaginent-ils pouvoir diriger des domaines de première importance?

Personne, évidemment, n'oserait confier la direction d'une chose aussi importante que le Parti, la classe ouvrière, ou le pays entier à des gens qui ont abouti à la faillite en dirigeant un petit groupe. Voilà ce que nos signaleurs ne veulent pas comprendre.

## II - Sur le discours de Kaménev

Je passe au discours de Kaménev. C'est le plus mensonger, le plus pharisaïque, le plus tricheur, le plus fourbe de tous les discours prononcés à cette tribune par l'opposition.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements.*)

a) *Deux personnes en une seule.* — Tout d'abord, Kaménev, dans son discours, pratique la tactique de la dérobadé. Les délégués du Parti ont parlé des progrès réalisés, des succès de notre édification, de l'amélioration de notre travail, etc.

Ils ont parlé ici du péché d'origine menchévik des camarades de l'opposition, ils ont dit que l'opposition a glissé jusqu'au menchévisme en niant la possibilité d'édifier victorieusement le socialisme dans notre pays, en niant l'existence de la dictature du prolétariat en U.R.S.S., en niant la nécessité d'une politique d'alliance de la classe ouvrière avec les paysans moyens, en lançant la calomnie de Thermidor, etc.

Ils ont ajouté que de telles conceptions sont incompatibles avec la qualité de membre du Parti et que l'opposition doit renoncer à ses conceptions menchéviks, si elle veut rester dans le Parti. Eh bien! Kaménev ne trouve rien de mieux à faire qu'à passer ces questions sous silence, à en effacer les traces et à passer outre. On l'interroge sur les points les plus importants de notre programme, de notre politique, de notre édification : il passe outre comme si cela ne le concernait pas.

Cette attitude peut-elle être considérée comme sérieuse? Certes, non. Comment expliquer une semblable conduite de l'opposition ? On ne peut l'expliquer que par le désir de tromper encore une fois le Parti, d'endormir sa vigilance.

L'opposition a deux faces : l'une pharisaïque et caressante, l'autre, menchévik antirévolutionnaire. Elle montre au Parti sa face

pharisaïque et caressante quand le Parti fait une pression et exige qu'on cesse le travail fractionnel et la politique de scission. Elle lui montre sa face menchévick antirévolutionnaire lorsqu'elle s'adresse aux forces non prolétariennes et fait appel à la rue contre le Parti, contre le pouvoir soviétique. Actuellement, vous le voyez, elle nous tourne sa face pharisaïque et caressante, en cherchant encore une fois à tromper le Parti.

C'est pourquoi Kaménev s'efforce de brouiller les cartes, en passant sous silence les questions les plus importantes de nos divergences. Peut-on tolérer encore cette dualité, cette hypocrisie ? Il est évident qu'on ne peut plus les tolérer un seul instant. Ou bien l'opposition veut parler sérieusement au Parti et, dans ce cas, elle doit rejeter son masque ; ou bien elle a l'intention de garder sa double face et, dans ce cas, elle se mettra hors du Parti.

Exclamations : *C'est juste!*

*b) Des traditions du bolchévisme.* — Kaménev affirme que, d'après les traditions de notre parti, d'après les traditions bolcheviks, on ne saurait exiger d'un membre du Parti la renonciation à certaines conceptions incompatibles avec l'idéologie de notre parti, avec notre programme. Est-ce exact ? Non.

Bien plus, c'est un mensonge. N'avons-nous pas, de concert avec Kaménev, exclu du Parti Miasnikov et ses partisans? Pourquoi les avons-nous exclus? Précisément parce que leurs conceptions menchéviks étaient incompatibles avec les conceptions du Parti. N'avons-nous pas, de concert avec Kaménev, exclu une partie de l' « opposition ouvrière » ? Pourquoi l'avons-nous exclue ? C'est encore parce que ses conceptions menchéviks étaient incompatibles avec les conceptions de notre parti. Pourquoi avons-nous exclu du Parti Ossovski, Dachkovski ?

Pourquoi avons-nous exclu de l'Internationale communiste Maslow, Ruth Fischer, Katz et autres? Parce que leurs conceptions étaient



incompatibles avec l'idéologie de l'Internationale communiste, avec l'idéologie du P.C. de l'U.R.S.S. Notre parti n'aurait pas été un parti léniniste s'il avait toléré l'existence d'éléments antiléninistes dans ses organisations; sinon, pourquoi ne pas accepter les menchéviks dans notre parti? Comment agir avec des membres de notre parti qui ont glissé jusqu'au menchévisme et prêchent leurs idées antiléninistes ?

Qu'y a-t-il de commun entre un parti léniniste et ces gens-là ? Le camarade Kaménev calomnie notre parti, il rompt avec les traditions de notre parti, avec les traditions du bolchévisme, affirmant qu'on peut tolérer chez nous des gens qui confessent et prêchent des conceptions menchéviks. C'est précisément parce que Kaménev et toute l'opposition foulent aux pieds les traditions révolutionnaires de notre parti que ce dernier exige de l'opposition la renonciation à ses conceptions antiléninistes.

c) *Principes fictifs de l'opposition.* — Kaménev affirme qu'il lui est difficile ainsi qu'aux autres membres de l'opposition de renoncer à leurs idées, car ils sont habitués à les défendre à la manière bolchevik. Il dit que l'opposition ferait preuve d'absence de principe en renonçant à ses idées. Ainsi, semble-t-il, les leaders de l'opposition sont des gens qui tiennent fermement à leurs principes. Y tiennent-ils réellement tant que cela ? Les leaders de l'opposition tiennent-ils tant que cela à leurs principes, à leurs conceptions, à leurs convictions ?

On ne le dirait pas, camarades, à voir l'histoire de la formation du bloc de l'opposition. (*Rires.*) C'est même le contraire. L'histoire montre, les faits montrent que personne n'a jamais changé de principes avec une telle aisance, que personne n'a jamais aussi facilement et aussi librement modifié ses opinions que les chefs de l'opposition. Pourquoi donc ne pas renoncer encore une fois à ses principes, si les intérêts du Parti l'exigent ?

Je citerai quelques exemples de l'histoire du trotskisme.

On sait que Lénine, en formant le Parti, convoqua en 1912 une conférence des bolcheviks à Prague. Cette conférence eut une importance de premier ordre dans l'histoire de notre parti, car elle établit la ligne de démarcation entre bolcheviks et menchéviks et groupa toutes les organisations bolcheviks du pays en un seul et unique parti bolchevik.

On sait que, cette même année, se réunit une conférence menchévik du bloc d'août dirigé par Trotski, qui déclara la guerre à la conférence bolchevik et appela les organisations ouvrières à liquider le parti léniniste. De quoi la conférence du bloc d'août de Trotski accusait-elle alors la conférence bolchevik de Prague ?

Elle l'accusait de tous les péchés mortels : d'usurpation, de sectarisme, d'organisation de coup d'Etat et de je ne sais quoi encore !

Voici ce que dit la conférence du bloc d'août, dans sa déclaration à la II<sup>e</sup> Internationale de la conférence bolchevik de Prague :

La conférence déclare que cette conférence [celle des bolcheviks qui se tint à Prague en 1912] est, de la part d'un *groupe de gens* qui ont conduit sciemment le Parti à la scission, une *tentative ouverte d'usurper le drapeau du Parti* ; elle regrette profondément que quelques organisations du Parti et quelques camarades soient tombés victimes de cette *fourberie* et aient collaboré à la politique de scission et d'usurpation de la *secte léniniste*. La conférence exprime sa conviction que toutes les organisations du Parti, tant en Russie qu'à l'étranger, protesteront contre *le coup d'Etat accompli, qu'elles ne reconnaîtront pas* les organes centraux nommés par la conférence et feront tous leurs efforts pour rétablir l'unité du Parti en convoquant une conférence de tout le Parti.

(Déclaration du bloc d'août à la II<sup>e</sup> Internationale, Vorwaerts du 26 mars 1912.)

Vous voyez que rien n'y manque : il y a la secte léniniste,

l'usurpation, et le coup d'Etat (Thermidor !).

Quelques années s'écoulèrent et Trotski renonça à ses conceptions sur le Parti bolchevik. Non seulement il y renonça, mais il rampa vers le Parti bolchevik en y entrant en qualité de membre actif. (*Rires.*)

Quelles raisons aurions-nous après cela de supposer que Trotski et les trotskistes ne renonceraient pas encore une fois à leurs idées sur les tendances thermidoriennes (coup d'Etat) de notre parti, sur l'usurpation, etc. ?

Un autre exemple du même genre: fin 1924, Trotski publia une brochure intitulée *les Leçons d'Octobre*, où il qualifiait Kaménev et Zinoviev de représentants de l'aile droite, demi-menchévik de notre parti. Cette brochure souleva toute une discussion au sein du Parti. Une année après, Trotski avait renoncé à ses opinions et proclamait que Zinoviev et Kaménev représentaient non pas l'aile droite, mais l'aile gauche, l'aile révolutionnaire de notre parti.

Voici d'autres exemples analogues qui concernent l'histoire du groupe Zinoviev. On sait que Zinoviev et Kaménev ont écrit de nombreuses brochures contre le trotskisme. On sait que même en 1925, Zinoviev et Kaménev, d'accord avec l'ensemble de notre parti, proclamaient l'incompatibilité du trotskisme et du léninisme. Zinoviev et Kaménev, avec tout le Parti, avaient préconisé, tant aux divers congrès de notre parti qu'au Vème congrès de l'Internationale communiste, des résolutions condamnant le trotskisme comme une déviation petite-bourgeoise.

A peine un an s'était écoulé qu'ils abandonnaient ce point de vue et proclamaient le groupe Trotski réellement léniniste et révolutionnaire au sein de notre parti.

Exclamation : *Amnistie mutuelle !*

Tels sont les faits ; on pourrait en citer bien davantage.

N'est-il pas évident après cela que les principes élevés des chefs de l'opposition dont Kaménev nous parle ici ne sont qu'un mythe et n'ont rien de commun avec la réalité ?

N'est-il pas clair que personne dans notre parti n'a renoncé à ses principes aussi facilement et librement que Trotski, Zinoviev et Kaménev? (*Rires.*) Quelle raison avons-nous donc de penser que les chefs de l'opposition, qui ont déjà à maintes reprises renoncé à leurs principes et à leurs opinions, ne sauront pas y renoncer encore une fois?

N'est-il pas évident qu'en exigeant des leaders de l'opposition la renonciation à leurs opinions, nous ne demandons rien de si pénible que le camarade Kaménev veut le laisser croire? (*Rires.*) Ce n'est pas la première fois qu'ils auront à renoncer à leurs conceptions, pourquoi ne pas le faire encore une petite fois ? (*Rires.*)

d) *Il faut choisir entre le Parti et l'opposition.* — Selon Kaménev, on ne peut exiger des membres de l'opposition qu'ils renoncent à certaines idées incompatibles avec l'idéologie et le programme du Parti. J'ai déjà montré combien cette affirmation de Kaménev est peu sérieuse si l'on tient compte du passé et du présent du bloc de l'opposition. Mais, admettons pour un instant que le camarade Kaménev ait raison.

di) Qu'en résulterait-il ? Le Parti, notre parti peut-il renoncer à ses conceptions, à ses idées, à ses principes ? Peut-on exiger de lui qu'il y renonce? Le Parti est convaincu que l'opposition doit abandonner ses conceptions antiléningistes, sinon qu'elle sera obligée de quitter le Parti. Si l'on ne peut la sommer d'y renoncer, comment peut-on exiger du Parti qu'il renonce, lui, à ses points de vue et à ses convictions au sujet de l'opposition ? D'après Kaménev, l'opposition ne peut rejeter ses conceptions antiléningistes, mais le Parti doit abandonner son idée de ne pas tolérer l'opposition dans son sein si cette dernière ne renonce pas

à ses idées antiléningistes. Est-ce logique ? (*Rires, applaudissements.*) Kaménev affirme que les opposants sont courageux et défendent leurs idées jusqu'au bout. Je ne crois guère au courage et à la fermeté de principe des leaders de l'opposition, je crois encore moins au courage de Zinoviev et de Kaménev (*Rires*), qui hier encore fulminaient contre Trotski et qui aujourd'hui l'embrassent.

Exclamations : *Ils ont l'habitude de jouer à saute-mouton !*

Mais admettons un instant que les chefs de l'opposition aient encore quelque courage et quelque fermeté de principes. Pourquoi serions-nous alors en droit de supposer que le Parti a moins de courage et de fermeté de principes que Zinoviev, Kaménev ou Trotski, et qu'il lui serait plus facile de renoncer à ses opinions — sur l'opposition, sur l'incompatibilité des conceptions menchéviks avec l'idéologie et le programme du Parti — qu'aux chefs de l'opposition qui changent d'idées comme de chemises ? (*Rires.*)

Ainsi, Kaménev exige que le Parti renonce à ses opinions au profit de l'opposition et de ses erreurs menchéviks ? Ne s'engage-t-il pas trop loin ? Ne reconnaîtra-t-il pas avec nous qu'il est dangereux d'aller aussi loin ? Il faut choisir entre le Parti et l'opposition, c'est ainsi que se pose la question. Ou l'opposition renonce à ses conceptions antiléningistes, ou elle ne le fait pas, et, dans ce cas, il ne restera rien d'elle dans notre parti, même pas un souvenir.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements.*)

e) *L'opposition a rompu avec les traditions du bolchévisme.* — Kaménev affirme qu'il n'y a rien dans les traditions bolcheviks qui permette d'exiger des membres du Parti qu'ils renoncent à leurs conceptions. Le camarade Rykov a entièrement prouvé que cela n'est pas vrai. Les faits montrent que Kaménev a simplement menti. Dans ce cas, une question se pose : les traditions bolcheviks autorisent-elles ce que l'opposition s'est permis et se permet encore ? L'opposition a organisé une fraction, et l'a transformée en un parti au

sein de notre Parti bolchevik. Les traditions bolcheviks autorisent-elles une pareille ignominie ? Comment peut-on parler des traditions bolcheviks et admettre en même temps la scission dans le Parti, la formation dans son sein d'un autre parti antibolchévik ?

Ensuite, l'opposition a organisé une imprimerie illégale en s'alliant à des intellectuels bourgeois qui, à leur tour, étaient liés à des gardes blancs avérés. Comment ose-t-on parler des traditions du bolchévisme si l'on tolère une ignominie qui va jusqu'à la trahison directe du Parti et du pouvoir soviétique ?

Enfin, l'opposition a organisé une manifestation dirigée contre le Parti et en faisant appel à des éléments non prolétariens. Comment peut-on parler de traditions bolcheviks quand on fait appel à la rue contre son parti, contre le pouvoir soviétique ?

A-t-on jamais entendu dire que les traditions bolcheviks autorisent de telles ignominies qui touchent directement à la contre-révolution ? N'est-il pas clair que le camarade Kaménev ne fait valoir ces traditions que pour cacher sa rupture avec elles au nom des intérêts de son groupe antibolchévik ? Cet appel à la rue n'a rien apporté à l'opposition, car il n'a attiré qu'un groupe insignifiant.

Ce n'est pas la faute de l'opposition, c'est son malheur. Que serait-il advenu si l'opposition avait été plus forte ? L'appel à la rue se serait transformé en une émeute directe contre le pouvoir soviétique. Est-il difficile de comprendre qu'en réalité cette tentative de l'opposition ne se distingue en rien de la fameuse tentative des socialistes-révolutionnaires de gauche en 1918 ?

Exclamations: *C'est juste !*

Régulièrement, nous aurions dû, pour cela, punir l'opposition en faisant arrêter tous ses membres dans la journée du 7 novembre.

Exclamations : *C'est juste ! — (Longs applaudissements.)*

Nous ne l'avons pas fait parce que nous avons eu pitié d'elle ; nous

avons fait preuve de magnanimité et avons voulu lui fournir la possibilité de se corriger. Cette magnanimité, les opposants l'ont interprétée comme de la faiblesse. N'est-il pas clair, camarades, que les paroles de Kaménev sur les traditions bolcheviki se réduisent à un bavardage hypocrite et vide de sens destiné à cacher la rupture de l'opposition avec les traditions du bolchévisme ?

*f) De la fausse unité et de l'unité réelle.* — Le camarade Kaménev a prôné ici l'unité. Il l'a chantée jusqu'à l'enrouement en demandant au Parti de lui venir en aide et de réaliser l'unité « à tout prix ». Ils sont, voyez-vous, contre la politique de deux partis. Ils sont, représentez-vous cela, pour l'unité du Parti « à tout prix ». Cependant nous savons pertinemment qu'au moment même où Kaménev chantait ici l'unité du Parti, ses adeptes, dans des réunions illégales, votaient des résolutions disant que la déclaration de l'opposition sur l'unité n'est qu'une manœuvre pour sauvegarder ses forces et poursuivre sa politique de scission.

D'une part, des chansons sur l'unité au congrès du Parti léniniste ; d'autre part, un travail clandestin de l'opposition pour diviser le Parti, en organiser un autre et rompre ainsi l'unité du Parti. C'est là ce que les opposants appellent l' « unité à tout prix ». N'est-il pas temps de cesser ce jeu criminel ?

Kaménev parlait de l'unité, de l'unité avec qui ? Avec le Parti ou avec les Chtcherbakov ? N'est-il pas temps de comprendre qu'il ne peut y avoir d'unité entre le Parti et les Chtcherbakov ? Kaménev parlait de l'unité. Unité avec Maslow et Souvarine ou avec l'Internationale communiste et le P.C. de l'U.R.S.S. ? N'est-il pas temps de comprendre qu'on ne peut parler d'unité dans le P.C. de l'U.R.S.S. et dans l'I.C. si l'on reste allié à des Maslow, à des Souvarine ?

N'est-il pas temps de comprendre qu'on ne peut concilier les conceptions léninistes avec les conceptions menchéviki de

l'opposition ? Unir Lénine et Abramovitch ? Non il est temps d'abandonner cette idée.

Voilà pourquoi les paroles de Kaménev sur l'unité « à tout prix » ne sont qu'un jeu hypocrite destiné à tromper le Parti.

Il nous faut l'unité véritable et non jouer à l'unité. Y a-t-il dans notre parti une réelle unité léniniste ? Oui. Si les 99 % de notre parti votent pour le Parti et contre l'opposition, cela prouve que notre parti possède une vraie et authentique unité prolétarienne qu'il n'avait jamais connue auparavant. A ce congrès, il n'y a pas un seul délégué de l'opposition. (*Applaudissements.*) Qu'est-ce que cela, sinon l'unité de notre parti communiste, l'unité léniniste du Parti bolchevik ?

*g) La fin de l'opposition.* — Le Parti a fait son possible pour ramener l'opposition dans la voie léniniste. Il a fait preuve du maximum de douceur et de magnanimité pour lui permettre de se repentir et de rectifier ses erreurs. Il lui a proposé de renoncer ouvertement et honnêtement, devant tout le Parti, à ses conceptions antiléninistes, de reconnaître ses erreurs et de les flétrir afin de s'en débarrasser définitivement. Il lui a proposé de désarmer complètement dans le domaine idéologique aussi bien que dans le domaine de l'organisation.

Dans quelle intention le Parti agit-il ainsi ? Il veut en finir avec l'opposition et avoir enfin la possibilité d'entreprendre avec la plus grande énergie notre grande œuvre d'édification. Lénine a dit au X<sup>e</sup> congrès : « Il ne nous faut pas maintenant d'opposition, c'en est fini maintenant de l'opposition ; nous en avons assez de l'opposition ! » Le Parti veut que ce mot d'ordre de Lénine soit enfin réalisé dans ses rangs. (*Longs applaudissements.*)

Tant mieux si l'opposition désarme ! Si elle refuse de désarmer, nous la désarmerons.

Exclamations : *C'est juste!* — (*Applaudissements.*)



### III – Conclusion

Le discours de Kaménev montre que l'opposition n'a pas l'intention de désarmer complètement. La déclaration de l'opposition du 3 décembre en dit autant. Sans doute, l'opposition préfère rester en dehors du Parti.

Eh bien, qu'il en soit ainsi ! Qu'elle préfère rester en dehors du Parti, qu'elle s'en sépare elle-même, il n'y a là rien de terrible, ni de particulier, ni d'étonnant. Il suffit d'un coup d'œil sur l'histoire de notre parti pour voir que toujours, à certains tournants sérieux, une certaine partie des vieux leaders tombent en dehors de la charrette du Parti bolchevik et font place à des hommes nouveaux. Un tournant, c'est affaire sérieuse : il est dangereux pour ceux qui ne se tiennent pas solidement à la charrette du Parti. Tout le monde ne peut garder l'équilibre dans les virages. La charrette a tourné, on se compte : quelques-uns n'y sont plus. (*Applaudissements.*)

Prenons 1903, date du deuxième congrès de notre parti. Ce fut une époque de tournants pour notre parti : de l'accord avec les libéraux, nous passâmes alors à la lutte à mort contre la bourgeoisie libérale; de la préparation de la lutte contre le tsarisme à la lutte ouverte contre lui pour l'anéantir complètement avec le féodalisme.

Il y avait six personnes à la tête du Parti : Plékhanov, Zassoulitch, Martov, Lénine, Axelrod, Potressov. Le tournant fut fatal à cinq d'entre eux : ils tombèrent de la charrette. Lénine resta seul. (*Applaudissements.*) Ainsi les vieux chefs du Parti, ses fondateurs (Plékhanov, Zassoulitch, Axelrod) et deux jeunes leaders (Martov, Potressov) furent tous contre un seul, un jeune également, le camarade Lénine. Il y eut alors des cris, des pleurs et des gémissements : le Parti va à sa perte, il ne résistera pas, il n'y a rien à faire sans les vieux leaders.

Cependant, les cris et les plaintes sont oubliés, les faits seuls sont

restés et les voici : grâce au départ des cinq, le Parti réussit à s'engager dans la bonne voie. Tout bolchevik constate aujourd'hui que, sans la lutte énergique de Lénine contre les cinq, sans leur éloignement, notre parti n'aurait pu se former en un parti bolchevik capable de conduire les prolétaires à la révolution contre la bourgeoisie.

Des voix : *C'est juste !*

Prenons la période suivante, 1907-1908. Ce fut encore une période de tournant pour notre parti : de la lutte révolutionnaire ouverte contre le tsarisme, il passa à la lutte par des moyens détournés, à l'utilisation des possibilités légales de tous genres, depuis les caisses d'assurances jusqu'à la tribune de la Douma. Ce fut la période de retraite après notre défaite dans la révolution de 1905.

Ce tournant nous obligea à trouver de nouvelles méthodes de lutte pour reprendre la lutte révolutionnaire ouverte contre le tsarisme après avoir réuni nos forces. Mais ce tournant fut fatal à beaucoup de vieux bolcheviks. Aléxinski tomba de la charrette : pourtant, pendant un temps, il avait été bolchevik, et pas mauvais du tout. Bogdanov tomba aussi, c'avait été un des leaders les plus sérieux de notre parti. Rojkov tomba : c'était un ancien membre du Comité central. Et ainsi de suite. Les cris et les gémissements sur la perte du Parti n'en furent que plus perçants, mais ils ne durèrent qu'un temps tandis que les faits sont restés.

Ces faits disent que notre parti n'aurait pu prendre la bonne voie dans les nouvelles conditions de lutte où il se trouvait, s'il ne s'était débarrassé préalablement de ceux qui hésitaient et enrayaient l'œuvre de la révolution. Que voulait alors Lénine ? Il voulait débarrasser le Parti au plus vite des éléments instables et grognons et les empêcher ainsi de mettre des bâtons dans les roues. (*Applaudissements.*)

Voilà comment notre parti a grandi.

Notre parti est un organisme vivant. Comme dans tout organisme, il s'y est produit un renouvellement de substances : ce qui est caduc, ce qui a fait son temps s'élimine (*Applaudissements*), ce qui est nouveau et en formation vit et se développe. (*Applaudissements.*) Il y a des défections en haut et en bas. Des éléments nouveaux apparaissent au sommet et à la base et font avancer l'œuvre du Parti. C'est ainsi que notre parti a grandi. C'est ainsi qu'il continuera de grandir.

Il faut en dire autant de la période actuelle de notre révolution. Nous sommes à un tournant : nous passons de la restauration de l'industrie et de l'agriculture à une reconstruction radicale de toute l'économie nationale, à sa reconstruction sur une nouvelle base technique; nous arrivons à un moment où l'édification du socialisme n'est plus seulement une perspective, mais une chose vivante et pratique, qui exige des efforts pour surmonter les difficultés intérieures et extérieures les plus sérieuses.

Vous savez que ce tournant a été fatal aux leaders de notre opposition, effrayés des nouvelles difficultés et désireux d'orienter le parti vers la capitulation. Si maintenant quelques leaders qui ne veulent pas se tenir fermement dégringolent de la charrette, il n'y a là rien d'étonnant. Cela débarrasse le Parti des hommes qui l'entravent et l'empêchent d'avancer. Il faut croire qu'ils désirent vraiment s'échapper de notre charrette communiste. Eh bien, si quelques-uns des vieux leaders, devenus de vieilles loques, veulent tomber de la charrette, bon débarras ! (*Tempête d'applaudissements. Tout le congrès se lève et fait une ovation à Staline.*)